

Rapport d'engagement Mirova

2018



An affiliate of:



Sommaire

Éditorial



Mathilde Dufour
Co-Responsable de la Recherche
Investissement Responsable

La stratégie d'investissement de Mirova repose sur la conviction que le développement durable est une source d'innovation rentable. Cette approche permet à Mirova d'assurer à ses clients une performance soutenable à moyen et à long terme. Tenant compte des opportunités et des enjeux du développement durable, un investissement génère des effets indirects positifs sur l'économie au-delà d'une performance financière de long terme.

Pour aller plus loin, en sa qualité d'investisseur responsable, Mirova souhaite accroître les impacts bénéfiques de ses choix d'investissement grâce à une démarche d'engagement proactive. Cette démarche vise les actifs que nous finançons mais également décideurs économiques et politiques afin de promouvoir un environnement propice à l'investissement responsable.

Auprès des entreprises, grâce à des publications approfondies sur des thèmes de développement durable, Mirova est en mesure d'identifier les principaux risques et opportunités d'investissement dans chaque secteur, ainsi que la manière dont ces éléments sont liés aux objectifs de développement durable (ODD) ⁽²⁾. Cette connaissance, affûtée par les nombreuses actions d'engagement que nous menons, nous permettent d'encourager les entreprises à adopter des stratégies en adéquation avec les ODD de l'ONU.

En 2018, nous avons continué à inciter les entreprises à faire preuve de plus de transparence dans leurs efforts de développement durable, mais également à améliorer leurs performances environnementale et sociale : en proposant des solutions de développement durable dans leur offre de produits et services et/ou en améliorant la gestion des risques inhérents à leur activité. Dans le cas particulier, des obligations vertes et/ou sociales, notre objectif a été de maintenir l'intégrité du marché en encourageant à améliorer encore la qualité des projets financés et la rigueur des rapports d'impacts publiés.

Afin d'évaluer la pertinence de son approche et de ses recommandations, Mirova observe également de plus en plus les résultats de ces échanges pour s'assurer que l'amélioration des pratiques et de la transparence est effective.

Auprès des instances économiques et politique, l'accent a été mis en 2018 sur le développement de la finance durable aux niveaux national et international dans le cadre du rapport rédigé par Pascal Canfin et Philippe Zaouati pour la création de France Transition⁽¹⁾. Cette action de plaidoyer s'ajoute à notre participation à Finance for Tomorrow, qui est présidée par le PDG de Mirova, ainsi qu'à notre collaboration au niveau européen avec le Groupe d'experts à haut niveau sur la finance responsable (HLEG). Par ces actions, Mirova collabore au bâti d'un écosystème financier plus durable.

I.	La stratégie d'engagement de Mirova	4
1.	Approche d'engagement.....	4
2.	Engager le dialogue avec les entreprises.....	5
3.	Engager le dialogue avec les régulateurs.....	5
II.	Engagement individuel	6
1.	Synthèse et chiffres clés.....	6
2.	Actions cotées	7
3.	Focus thématique	24
4.	Influence par l'exercice du droit de vote	26
5.	Améliorer les obligations vertes et sociales	28
6.	Infrastructures responsables	31
III.	Engagement collaboratif	33
1.	Objectifs.....	33
2.	Approche d'engagement.....	33
3.	Synthèse et chiffres clés.....	34
4.	Plateforme d'engagement collaboratif Mirova.....	35
5.	Autres engagements collaboratifs	41
6.	Initiatives d'engagement dans le cadre de la plateforme PRI	47
IV.	Plaidoyer	48
1.	Synthèse et chiffres clés.....	48
2.	Plaidoyer au sein de Mirova	49
3.	Déclarations des investisseurs signées en 2018.....	50
4.	Engagement avec la communauté financière.....	52
5.	Actions spécifiques menées en 2018	54
6.	Soutien à la recherche universitaire	56
	Annexe	57
1.	Processus de l'engagement individuel	57
2.	Processus de l'engagement collaboratif	60

I. La stratégie d'engagement de Mirova

Dans une certaine mesure, les investisseurs peuvent encourager les entreprises à effectuer des changements opérationnels et stratégiques spécifiques afin d'accroître la valeur économique, environnementale et sociale de l'entreprise. En tant qu'investisseur responsable, Mirova considère les impacts environnementaux et sociaux de chacun de ses investissements pour orienter les entreprises vers des pratiques permettant de limiter les risques et de maximiser leur exposition à des opportunités d'innovation durable.

1. Approche d'engagement

Le développement durable est au cœur de la stratégie d'investissement de Mirova qui souhaite que ses investissements contribuent positivement à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). En promouvant de manière directe et indirecte de meilleures pratiques environnementales, sociales et de gouvernance, notre démarche d'engagement vise la création de valeur à long terme pour la société dans son ensemble.

Figure 1 : Approche de l'engagement de Mirova


OBJECTIF	1. Amélioration des pratiques des entreprises		2. Contribution au développement du marché IR
CIBLE	ENTREPRISES		RÉGULATEURS MARCHÉ IR
QUOI	Engagement individuel	Engagement collaboratif	Plaidoyer
QUI	<ul style="list-style-type: none"> Au niveau des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs entreprises du secteur Secteur/Associations professionnelles Régulateurs Parties prenantes concernées (ONG, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> Secteur IR/associations professionnelles Décideurs publics/régulateurs publics Parties prenantes concernées (organisations internationales, ONG, etc.)
COMMENT	<ul style="list-style-type: none"> Vote Dialogue constant avec l'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> Groupes d'investisseurs Campagnes de parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> Déclaration d'investisseurs Groupes de travail



Source : Mirova, 2018


Mirova a élaboré une approche en deux volets pour partager sa vision d'investissement : accompagner les entreprises dans une transition environnementale et/ou sociale et être force de proposition auprès des régulateurs pour promouvoir une finance durable.

2. Engager le dialogue avec les entreprises

 **Engagement avec des entreprises individuelles** – Mirova engage un dialogue avec l'ensemble des entreprises présentes dans ses portefeuilles. Ce type d'engagement vise non seulement à promouvoir de meilleures pratiques ESG, mais également à inciter au développement de solutions aux principaux défis environnementaux et sociaux relatifs à chaque secteur.

“**400+** réunions

“**~300** entreprises ciblées

 **Engagement collaboratif** - Mirova s'associe à d'autres investisseurs et représentants de la société civile pour identifier les pratiques controversées, inciter à plus de transparence et demander aux entreprises de changer leurs pratiques, si nécessaire.

Dans ce cadre, Mirova a lancé en 2014 une **Plateforme d'engagement collaboratif**, constituée de ses propres experts et de représentants de ses clients, afin de se doter d'un véritable levier pour convier les entreprises et les organismes financiers, à adopter de meilleures pratiques au moyen d'un dialogue étroit.


“**27** initiatives soutenues

“**450+** entreprises engagées

“**2** initiatives lancées

“**3** secteurs ciblés

3. Engager le dialogue avec les régulateurs

 **Plaidoyer** - Mirova partage sa vision de l'investissement afin d'améliorer les normes et les réglementations dans l'ensemble du secteur financier et d'encourager l'investissement durable. Mirova s'engage à promouvoir des réglementations - notamment des modifications législatives, des normes et des labels - et des pratiques favorables à l'investissement durable, créateur de valeur à long terme.

“**29** forums et associations

“**6** partenariats et collaborations

II. Engagement individuel

1. Synthèse et chiffres clés



ACTIONS COTÉES

296 entreprises ciblées

55 engagements réussis



FOCUS THÉMATIQUE

61 entreprises engagées dans la création d'emplois



VOTE

31,5 % taux de contestation moyen en 2018 contre 36 % en 2017



OBLIGATIONS VERTES ET SCOIALES

51 émetteurs ciblés



INFRASTRUCTURES RESPONSABLES

21 projets concernés par l'engagement

2. Actions cotées

ENGAGEMENTS PAR SECTEUR

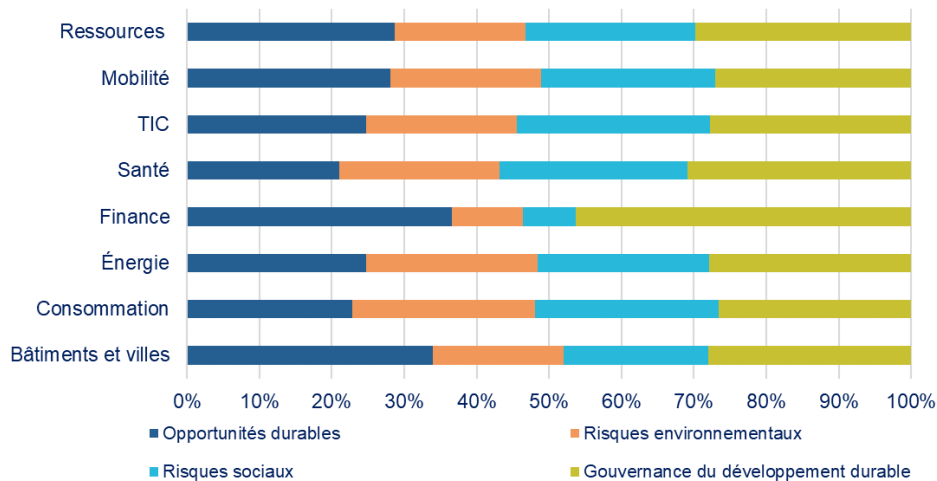
Tout au long de l'année, l'équipe de recherche ISR de Mirova a dialogué avec les entreprises des portefeuilles actions pour les encourager à améliorer leurs pratiques ESG. Cet échange a porté à la fois sur les risques et les opportunités de développement durable (Figure 2).

Les opportunités durables peuvent être réparties en deux catégories :

- **Le développement de produits verts et sociaux** - Mirova encourage les entreprises à augmenter la proportion de produits ou services répondant à des objectifs de développement durable.
- **Les avantages environnementaux et sociaux** des produits et services- Mirova vise à accroître la plus value environnementale et/ou sociale des produits et services déjà proposés par l'entreprise.

L'engagement axé sur les risques sectoriels clés se répartit également en deux catégories : **les risques sociaux** et **les risques environnementaux**, respectivement divisés en 7 et 5 sous-catégories.

Figure 2 : Engagement par thème et macrosecteur en 2018



Source : Mirova, 2018

En plus d'aborder les enjeux propres à chaque entreprise, nous avons également choisi de nous concentrer sur trois sujets généraux :

- **Gouvernance du développement durable.** Nous encourageons à la mise en place d'une organisation robuste et cohérente de la politique de développement durable au sein de la stratégie globale de l'entreprise, ce qui se concrétise notamment par la création de comités de développement durable au sein des conseils d'administration, l'introduction de critères extra-financiers dans la définition des rémunérations, la publication d'un rapport audité et certifié sur la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE), et la transparence sur la fiscalité.
- **Équité salariale.** Nous veillons à ce que les entreprises aient une répartition équitable de la valeur ajoutée entre les différentes parties prenantes : management, collaborateurs et actionnaires.
- **Mesure de la contribution aux ODD :** Afin de mieux comprendre quels sont les impacts des entreprises sur les enjeux environnementaux et sociaux, nous les encourageons à élaborer des indicateurs quantitatifs illustrant leur contribution. A titre d'exemple, nous incitons les entreprises à adopter une approche en cycle de vie intégrant les émissions de CO2 induites et évitées sur les périmètres directs et indirects pour évaluer leur empreinte carbone et leur contribution à l'ODD 13 (relatif au changement climatique).



BATIMENTS ET VILLES



Le secteur « bâtiments et villes » est porteur de deux grands enjeux de développement durable : d'une part, l'enjeu climatique, en raison de la forte consommation énergétique du secteur, et d'autre part, l'enjeu du logement, au titre des droits fondamentaux. Notre engagement se concentre donc essentiellement sur la mise en place de solutions permettant de répondre à ces enjeux, c'est-à-dire l'optimisation de l'efficacité énergétique des bâtiments et le déploiement de logements résistants, décentés et accessibles. Sur le plan des risques environnementaux et sociaux directs, les entreprises du secteur sont exposées à des risques similaires : respect des normes internationales du travail, l'impact des procédés de fabrication (extraction, production, chantiers) sur l'environnement et particulièrement sur la biodiversité locale.

Bilan de l'engagement

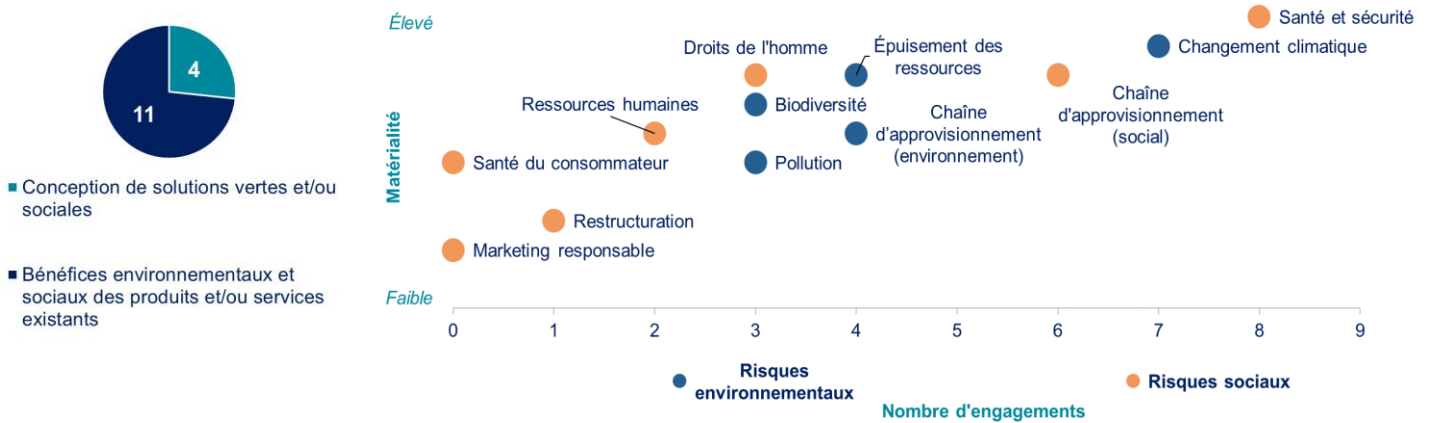
‘7 engagements réussis en 2018

Depuis plusieurs années, les entreprises du secteur « bâtiments et villes », largement sensibilisées à l'enjeu climatique, ont déployé des efforts afin de réduire les émissions associées à leurs activités, que ce soit au niveau du processus de production des matériaux ou en termes d'efficacité énergétique des parcs immobiliers détenus. Désormais, nous incitons les entreprises à se saisir de l'enjeu environnemental **au-delà du prisme climatique**, en apportant une attention particulière à l'impact de leurs activités sur la **biodiversité** d'une part, et la **transition vers une économie circulaire** d'autre part.

En effet, les entreprises de construction et les promoteurs immobiliers participent à l'étalement urbain et l'artificialisation croissante des sols qui doivent être pensés de façon raisonnée et accompagnés de plan de biodiversité et **mesures de compensation**. Par ailleurs, la transition vers l'économie circulaire, qui passe notamment par **l'intégration d'une part croissante de matériaux recyclés** dans les processus de fabrication, constitue l'un des principaux leviers de réduction de l'impact environnemental du secteur. Pour ce faire, nous encourageons les sociétés à mettre en place une stratégie dédiée, déclinée par activité et accompagnée d'objectifs chiffrés et d'indicateurs de suivi. Une telle stratégie nécessite parfois de **repenser la gestion des déchets** et certains efforts doivent être déployés afin de structurer des **filières de recyclage** qui n'existent pas à ce jour.

Enfin, l'avènement des **bâtiments intelligents** expose les entreprises du secteur à un risque nouveau. En effet, la mesure des consommations en temps réel et le contrôle des équipements à distance nécessitent **la collecte et le stockage de données personnelles** dont certaines peuvent être considérées comme sensibles. Afin de garantir la sécurisation des données des utilisateurs, condition nécessaire à l'adoption massive de ces technologies, nous incitons les entreprises à détailler les modalités de stockage des données, leur usage et les moyens mis en place dédiés à la **cybersécurité**.

Figure 3 : nombre d'engagements sur les risques et opportunités dans le secteur du Bâtiment et Villes en 2018



Source : Mirova, 2018

Engagement en pratique : Saint-Gobain

Mirova et Saint-Gobain entretiennent des échanges constructifs depuis de nombreuses années sur les pratiques du groupe en matière de développement durable. Le sujet a été intégré au sein des plus hautes instances dirigeantes de l'entreprise, qui l'ont érigé en priorité stratégique, ce que nous saluons. Cette année, notre dialogue s'est articulé autour de deux sujets principaux : l'évaluation de l'exposition de la société aux solutions durables et la transition vers l'économie circulaire.

Plus concrètement, l'offre de produits de Saint-Gobain comprend de nombreuses solutions aux enjeux du développement durable notamment les solutions d'innovation, les matériaux destinés aux applications médicales ou encore les solutions qui participent à l'efficacité énergétique des bâtiments. Afin de valoriser au mieux l'exposition de l'entreprise à ce type d'activités, nous avons souhaité obtenir une estimation de la part du chiffre d'affaires du groupe générée par des produits et services de ce type. L'entreprise développe un outil d'évaluation de la performance durable de ses produits qui va lui permettre de quantifier son exposition de façon plus précise à l'avenir.

Par ailleurs, Mirova a encouragé Saint-Gobain à détailler les différentes mesures mises en place en faveur d'une transition vers l'économie circulaire. Si certains produits intègrent d'ores et déjà une part significative de matériaux recyclés, d'autres se heurtent à la nécessité de structurer une filière de recyclage dédiée. C'est notamment le cas pour les déchets de chantiers, où Saint-Gobain a développé plusieurs initiatives afin de structurer des filières de valorisation déchets. Si les résultats ne sont pas encore totalement satisfaisants, Saint-Gobain souhaite poursuivre ses efforts et parvenir à maximiser le contenu de matières recyclées dans ses processus de fabrication. Nous apprécions les efforts du groupe dans ce sens et espérons que l'entreprise parviendra à structurer les filières dédiées à la valorisation des déchets.

“

Le dialogue avec Mirova nous encourage dans notre démarche d'intégration du développement durable dans notre stratégie.”

Antoine Vignial
Secrétaire Général de Saint-Gobain, chargé de la RSE



CONSOMMATION



En termes d'opportunités, les entreprises du secteur peuvent jouer un rôle actif en élaborant des produits permettant à leurs consommateurs d'accéder à un style de vie plus durable, par exemple en créant des boissons et des produits alimentaires sains et nutritifs ou encore des produits certifiés au niveau social ou environnemental. Les entreprises peuvent également avoir recours à des campagnes de marketing pour informer les consommateurs sur des manières d'utiliser leurs produits de façon plus durable et inciter à des comportements plus responsables.

Les impacts environnementaux et sociaux des entreprises du secteur sont relativement semblables, bien qu'ils surviennent à différents niveaux selon les filières. Comme pour la plupart des entreprises qui externalisent leur production, la majorité des impacts environnementaux et sociaux se produisent au sein de leurs chaînes d'approvisionnement, de la recherche de matières premières à la fabrication des produits. En termes d'impacts sociaux directs, les entreprises du secteur de la vente au détail sont souvent des employeurs majeurs dans les pays où elles opèrent. Elles ont souvent recours à des emplois faiblement qualifiés et sont donc très exposées aux controverses concernant le droit du travail. Ainsi, les entreprises devraient mettre en place des pratiques et politiques de travail justes et respectueuses a minima du droit d'association et de négociation collective. Par ailleurs, les entreprises de ce secteur devraient mettre en place des mécanismes garantissant la sécurité de leurs produits.

Bilan de l'engagement

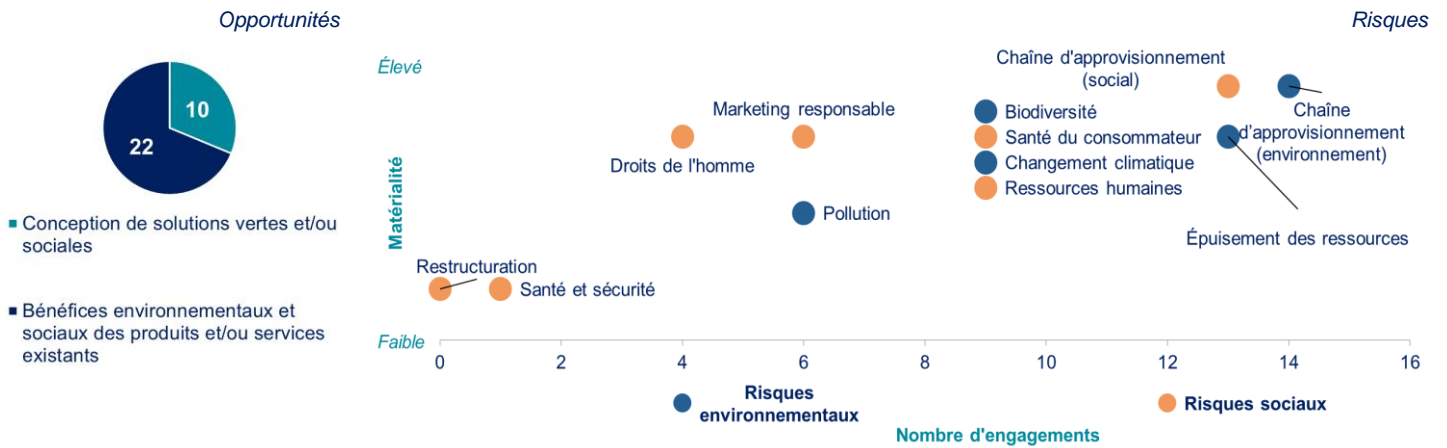
“10 engagements réussis en 2018

Dans la continuité de 2017, l'engagement auprès des entreprises s'est focalisé sur les outils pour accroître les bénéfices sociaux et environnementaux de leurs produits, notamment le **profil santé et nutritionnel pour les producteurs du secteur alimentaire**, et la **biodégradabilité** pour les entreprises de produits d'entretien ménager et d'hygiène personnelle. Dans le secteur agroalimentaire, l'adoption d'habitudes alimentaires plus saines se traduit par une diminution de la consommation de produits d'origine animale. Les consommateurs recherchent davantage de protéines d'origine végétale, qui est non seulement un régime alimentaire sain, mais qui s'avère également bon pour l'environnement. De même, les consommateurs sont activement à la recherche de produits d'entretien ménager et d'hygiène personnelle qui ont un faible impact sur l'environnement. Notre engagement encourage donc les entreprises à mieux répondre à ces demandes des consommateurs, car nous restons convaincus que les questions de développement durable influenceront de plus en plus les préférences et les habitudes de consommation. Nos engagements mettent également l'accent sur les moyens dont disposent les entreprises pour promouvoir des **comportements durables** par le biais de leur politique marketing.

Du point de vue des risques environnementaux et sociaux, nos engagements se sont principalement concentrés sur les risques liés à la **chaîne d'approvisionnement**, car c'est là où résident la plupart des risques. De nouvelles entreprises se sont engagées en faveur de la traçabilité totale de leurs principales matières premières, mais elles ne représentent encore qu'une petite partie du marché. C'est pourquoi nous continuons à collaborer avec les entreprises afin d'accroître la traçabilité de leurs principales matières premières jusqu'à la source. Nous continuons de travailler avec les entreprises dans le domaine de l'agriculture durable, car nous n'avons pas constaté beaucoup d'amélioration dans ce domaine au cours de la dernière année. Nous aimerions que les entreprises

s'engagent davantage en faveur du bien-être animal et qu'elles prennent plus de mesures concrètes pour assurer la sécurité des ressources et préserver la santé des écosystèmes. Concernant les opérations directes, nous encourageons l'utilisation de matériaux recyclés dans leurs produits (textiles et chaussures, appareils électroménagers) et dans leurs emballages (aliments et boissons, produits d'entretien ménager et d'hygiène personnelle). D'autres thèmes d'engagement portent sur la garantie que les politiques mondiales de ressources humaines sont bien mises en œuvre dans l'ensemble des marchés où les entreprises opèrent, et tout particulièrement dans les pays où les pratiques de ressources humaines sont généralement insuffisantes. Nous encourageons les entreprises à être plus transparentes sur leurs pratiques de développement durable et à faire auditer leurs publications relatives à ces sujets.

Figure 4 : nombre d'engagements sur les risques et opportunités dans le secteur de la Consommation en 2018



Source : Mirova, 2018

L'engagement en pratique : Ontex

Ontex est l'une des plus petites entreprises de notre univers d'engagement. Les entreprises de cette taille sont souvent pénalisées d'un point de vue ESG car le niveau d'information fourni est insuffisant pour avoir une vision exhaustive des pratiques de développement durable.

Ontex ne fait pas exception. Toutefois, sur la base des premières informations recueillies, nous avons perçu une performance de développement durable réelle plus forte que celle affichée. Ainsi, nous avons décidé d'accompagner cet émetteur pour augmenter son niveau de transparence ainsi que la qualité de l'information extra-financière publiée.

En 2018, Ontex a publié son premier rapport intégré, et, contrairement aux rapports précédents, les données extra-financières ont été vérifiées. Ce premier rapport est également caractérisé par un niveau de transparence accru révélant aux investisseurs des informations essentielles comme la pleine intégration des pratiques de développement durable au modèle économique. Nous espérons que ce niveau de transparence s'améliorera encore au cours des années à venir.





ÉNERGIE



Le secteur de l'énergie se compose d'entreprises et de conglomérats industriels dont l'activité principale est liée à la filière de production de l'énergie, soit au niveau de la production d'électricité ou de la production de combustibles fossiles ou encore de la fabrication de matériels pour les énergies renouvelables. En raison du lien direct entre l'activité et le système énergétique mondial, de nombreuses entreprises du secteur sont particulièrement bien positionnées pour saisir les opportunités offertes par la transition vers une économie bas carbone. Néanmoins, ces entreprises sont également exposées à de forts risques de développement durable, tant sur le plan environnemental – pollutions multiples, risques sur la biodiversité, marée noire, émissions de gaz à effet de serre – que sur le plan social, en particulier avec une dangerosité intrinsèque à l'activité, engendrant des risques majeurs pour la santé et sécurité des employés.

Bilan de l'engagement

“3 engagements réussis en 2018

Le secteur de l'énergie inclut les services aux collectivités, les producteurs de combustibles fossiles, les fabricants de matériels liés à la production d'énergie et enfin des conglomérats industriels.

Concernant les opportunités de développement durable, l'essentiel de notre engagement s'est focalisé sur **la réduction de l'empreinte carbone de la production d'énergie mondiale** pour s'aligner à un scénario climatique inférieur à 2°C, qui induit une décarbonation presque complète du mix électrique. Sur le plan de la gestion des risques, l'engagement varie selon les risques spécifiques liés à l'exploitation de chaque entreprise.

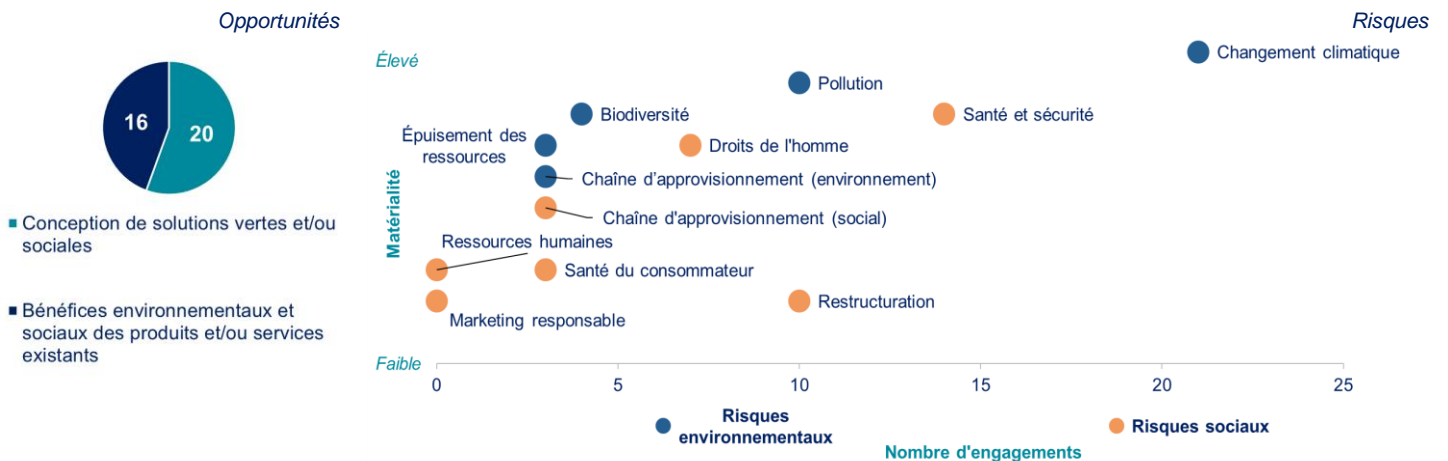
Les entreprises de services aux collectivités, pouvant substituer les combustibles fossiles dans leur activité, sont positivement exposées à la transition énergétique. Nous les encourageons à mettre en place des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à court et long terme, à intégrer des sources d'énergies renouvelables et à s'engager à ne pas augmenter dans le futur les capacités de production issues des combustibles fossiles. Pour ce sous-secteur, la gestion des risques est axée sur la réduction des émissions de polluants et sur la mise en œuvre de programmes dédiés à la gestion de la santé et de la sécurité des collaborateurs, en particulier pour les entreprises dont les activités de transport et de distribution sont importantes.

Les producteurs de combustibles fossiles ont une marge de manœuvre plus faible pour améliorer leur performance de développement durable. Toutefois, nous les encourageons à fixer des objectifs de diversification des sources d'énergie vers les énergies renouvelables et remplacer peu à peu les sources fossiles. Pour les entreprises opérant dans des zones à haut risque, nous réitérons l'importance de la préservation de la faune et de la flore locales mais également des problématiques humaines. Cela passe par la réduction des déversements, la limitation des activités dans les zones sensibles aux enjeux de biodiversité, l'extension des programmes de santé et de sécurité aux employés et aux sous-traitants, et le respect des droits des populations locales.

Les fabricants d'équipement industriels sont incités à améliorer l'efficacité énergétique de leurs produits afin de réduire l'impact environnemental global tandis que les conglomérats industriels dont les produits sont très diversifiés sont particulièrement encouragés à améliorer la qualité de leurs publications pour améliorer la visibilité des investisseurs sur la contribution de leur activité à l'atteinte des ODD. Enfin, nous soutenons les entreprises à s'assurer de façon proactive de la gestion maîtrisée des risques environnementaux et sociaux tout au long des projets qu'elles mènent.



Figure 5 : nombre d'engagements sur les risques et opportunités dans le secteur de l'Énergie en 2018



Source : Mirova, 2018

L'engagement en pratique : Repsol

En 2018, nous avons échangés avec Repsol sur l'enjeu majeur auquel sont confrontées les sociétés pétrolières et gazières intégrées dans le cadre de la transition énergétique : la décarbonation de leurs activités. Nous avons encouragé l'entreprise à diversifier son modèle économique et à s'aligner sur le scénario à 2 °C lors d'une série de réunions avec le département développement durable, le département des relations investisseurs, le PDG et le Directeur exécutif sur le développement technologique, le département des ressources et du développement durable. Nous pensons être parvenu à établir un dialogue constructif.

Au début de l'année, Repsol a vendu sa participation dans une entreprise de distribution de gaz ce qui a réduit son bilan carbone global. Nous avons encouragé l'entreprise à investir les fonds récoltés à la suite de cette opération dans des projets ou entreprises à faible intensité carbone. En juin, Repsol a actualisé son plan stratégique 2018-2020 en s'engageant à allouer 17 % de ses investissements totaux sur la période à de nouvelles activités liées à la transition énergétique, à commencer par l'acquisition de certains actifs à faible émission de carbone. Parallèlement, l'entreprise a annoncé son ambition de réduire son intensité carbone de 40 % entre 2018 et 2040, en ligne avec le scénario de développement durable (2 °C) de l'Agence Internationale de l'Énergie, via entre autres un recours accru au gaz naturel, des gains en efficacité énergétique, une réduction des émissions de méthane, l'investissement dans la capture et le stockage du carbone et une diversification basée sur les énergies renouvelables. Cet objectif de décarbonation est relativement ambitieux pour une entreprise pétrolière et gazière intégrée et constitue une étape concrète vers la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de production.

Nous nous réjouissons de la qualité du dialogue et des actions menées par l'entreprise et nous attendons avec intérêt de suivre les progrès réalisés par Repsol dans la réalisation de ces objectifs.

“

Mon rôle en tant que PDG est de concilier la transition vers des sources d'énergie plus propres au cours des prochaines décennies avec la rentabilité de Repsol.”

Josu Jon Imaz
PDG, Repsol



Le secteur de la finance rassemble des banques, des compagnies d'assurance et des gestionnaires de fonds. Malgré les vives critiques de l'opinion publique, le secteur financier continue d'être un acteur clé de l'économie de marché et son rôle dans la mise en œuvre de la transition vers une économie à faible intensité de carbone est crucial. Les banques et les investisseurs peuvent contribuer directement aux principaux enjeux du développement durable. En tant qu'élément clé dans la répartition des capitaux, les banques et les investisseurs peuvent jouer un rôle majeur dans le financement de la transition énergétique et l'orientation des flux de capitaux vers les secteurs à faibles émissions de carbone, et fournir des solutions de développement durable. Les banques peuvent également contribuer à la réduction de la pauvreté en fournissant un accès universel aux services de base, aussi bien pour les services bancaires que d'assurance.

Par ailleurs, les banques doivent regagner la confiance du public et des parties prenantes en adhérant à une éthique commerciale irréprochable, en ayant une gestion responsable de leurs clients et de leurs pratiques en matière de ressources humaines, et en s'assurant qu'elles sont adaptées aux enjeux actuels, comme l'expansion du numérique et les nouvelles réglementations. Les assureurs doivent fournir de nouvelles solutions contre les risques liés aux mutations, notamment l'adaptation au changement climatique et prendre en compte la pyramide des âges.

Bilan de l'engagement

“1 engagement réussi en 2018

En 2018, comme l'année précédente, notre engagement auprès du secteur financier s'est inscrit principalement dans une démarche collaborative au travers du développement de nos actions de plaidoyer (c.f. partie 3).

Mirova s'engage avec les émetteurs du secteur financier, essentiellement pour les inciter à suivre et à communiquer sur la façon dont ils tiennent compte de la durabilité dans leurs stratégies et lignes directrices en matière de placement ou de prêt. Par exemple, nous demandons la publication de la part du financement qui contribue directement aux ODD de l'ONU. Le financement de la lutte contre le changement climatique est l'une des priorités pour comprendre dans quelle mesure les institutions financières continuent à soutenir le secteur des combustibles fossiles ou, au contraire, financent les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Alors que le changement climatique est devenu une réalité incontestable et commence à avoir un impact sur la vie des citoyens, les assureurs ont également un rôle à jouer dans le développement de produits d'assurance sur mesure pour prévenir et protéger contre de nouveaux risques.

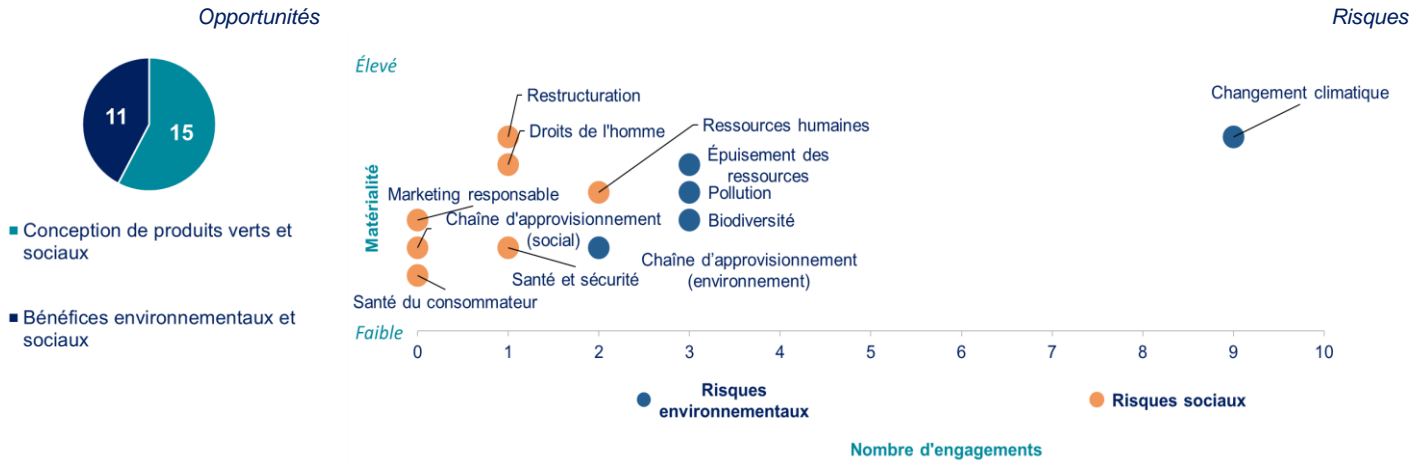
L'accès aux moyens financiers et aux assurances pour la Base de la Pyramide (BoP) constitue aussi un aspect important pour améliorer les filets de sécurité et réduire les inégalités. L'exclusion des services financiers de base ne concerne pas uniquement les pays en développement. En fait, la situation macroéconomique complexe des pays développés avec en particulier un taux de chômage élevé, a de facto exclu une partie importante de la population de l'accès aux services financiers. Tant à l'échelle nationale qu'internationale, les banques doivent s'attaquer à ce problème social en offrant des produits différenciés aux populations à risque et en s'associant à des structures qui aident cette clientèle particulière.

Enfin, pour les banques, la gestion des risques ESG et en particulier l'éthique des affaires représente l'essentiel de l'engagement : en 2018, de nouveaux exemples ont montré que des banques avec une solide réputation en matière d'éthique des affaires ont été fragilisées par



plusieurs cas d'infraction, de fraude ou de blanchiment de capitaux. C'est un élément important de notre engagement, pour mieux comprendre comment ces entreprises s'assurent qu'elles mettent en œuvre un niveau de contrôle suffisant (par exemple sur les procédures de connaissance du client), dans un environnement de plus en plus réglementé.

Figure 6 : nombre d'engagements sur les risques et opportunités dans le secteur de la Finance en 2018



Source : Mirova, 2018





SANTE



Le secteur de la santé regroupe différentes branches de la médecine : des entreprises participant au développement de produits et d'équipements médicaux à celles qui gèrent des établissements de santé, en passant par les prestataires de services spécialisés. Les sources de risques en termes de développement durable pour ces entreprises vont de la sécurité de la fabrication à l'éthique des affaires, cet aspect incluant notamment les pratiques de marketing et les politiques tarifaires et anticorruption. Toutefois, le secteur est également prêt à contribuer à plusieurs ODD, en mettant en avant la santé et le bien-être dans les régions où le fardeau de la maladie est le plus lourd et parmi les populations à faible revenu.

Bilan de l'engagement

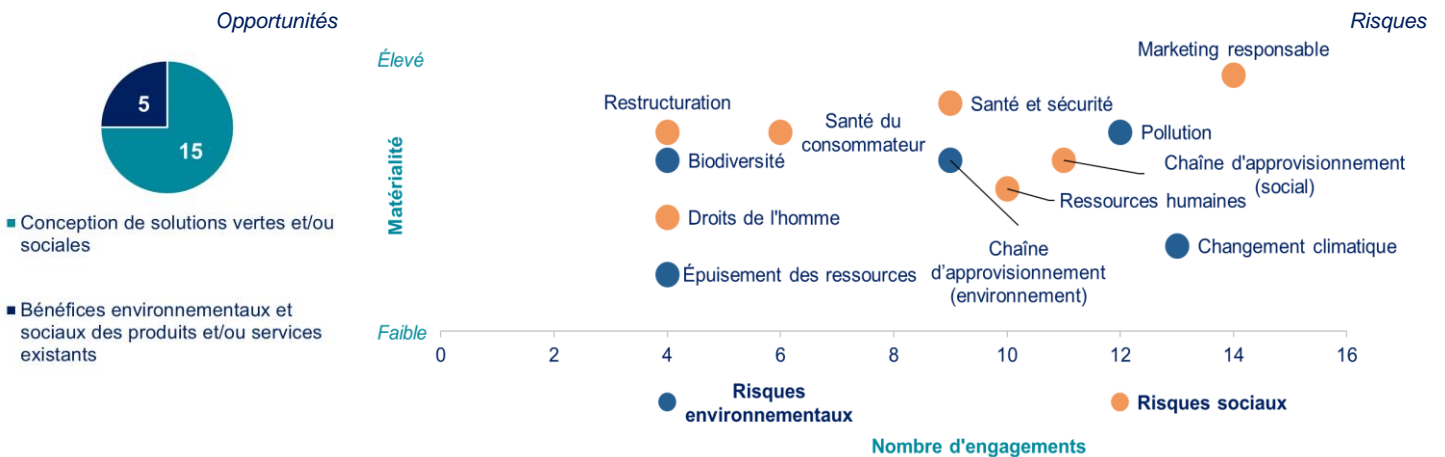
“4 engagements réussis en 2018

En 2018, nous avons poursuivi notre engagement auprès des entreprises pharmaceutiques et de biotechnologies sur deux questions importantes concernant le secteur : l'accès aux médicaments et la transparence des prix. Alors que les disparités en matière de santé entre les régions s'accroissent, malgré une perspective positive pour l'espérance de vie au niveau mondial, nous considérons l'accès aux soins comme la priorité absolue pour les entreprises du secteur médical dans sa totalité, en particulier celles qui participent à la conception de produits médicaux. De plus, le prix des médicaments continue d'être un sujet d'actualité en raison des réformes de plus en plus nombreuses dans ce secteur, sous l'impulsion des États-Unis, visant à réduire les dépenses de santé. Même si nous sommes conscients que les sociétés pharmaceutiques et biotechnologiques sont les moteurs de l'innovation médicale et ne sont que partiellement responsables de l'augmentation des coûts des soins de santé, nous constatons que la transparence sur la fixation des prix des médicaments et la justification des augmentations est encore insuffisante dans le secteur et par conséquent nous demandons de meilleures pratiques et des engagements fermes pour permettre un accès au plus grand nombre. Sur le plan environnemental, nous avons encouragé les entreprises du secteur à limiter davantage les externalités négatives des médicaments sur la biodiversité, aussi bien lors de la fabrication que pendant et après l'utilisation des produits, afin de contribuer à alléger le poids croissant de la résistance aux antimicrobiens.

Concernant les prestataires de services médicaux, et en particulier les entreprises de soins hospitaliers, nous avons axé en 2018 nos engagements sur les ressources humaines et la santé des patients, qui sont intrinsèquement liés dans ce secteur. Suite à de nombreuses controverses au sujet de cas de maltraitance de patients et des conflits persistants entre les entreprises et leur personnel, nous avons redoublé d'attention à l'égard des entreprises spécialisées dans les soins aux personnes âgées.

Enfin, les fabricants d'équipements médicaux continuent d'être exposés au risque de défaillances sur la qualité et sécurité des produits ainsi qu'à des pratiques commerciales contraires à l'éthique. La réduction de ces risques s'appuie sur une amélioration de la transparence sur les pratiques commerciales ainsi que sur les procédures de contrôle de la qualité de la fabrication des produits.

Figure 7 : nombre d'engagements sur les risques et opportunités dans le secteur de la Santé en 2018



Source : Mirova, 2018

L'engagement en pratique : Orpea

Nous avons échangé avec Orpea sur les principaux risques ESG auxquels est confronté le secteur de la prise en charge des personnes dépendantes. Cet échange est intervenu à la suite de la publication d'un rapport édité par le Consultatif National d'Éthique (CCNE) sur certaines tendances concernant les soins aux personnes âgées dans le secteur public.

Nous avons rencontré les hauts dirigeants de l'entreprise - notamment Dr. Linda Benattar, chef du service médical - dans leurs bureaux pour évoquer les thèmes de la qualité des soins, des relations avec les employés ainsi que des enjeux à long terme de soins aux personnes âgées. L'accent a également été mis sur les soins de suite et de réadaptation où les ressources du secteur public sont actuellement plus rares. Nous avons retenu la collaboration de l'entreprise avec le secteur public. Ce soutien au secteur public s'est notamment illustré lors des plans nationaux en réponse aux vagues de chaleur et la prévention portant sur la maltraitance des patients où Orpea a été très actif. Tout en appréciant les mesures prises par l'entreprise pour faire face à la « déshumanisation » des patients dans les cliniques et les audits menés en 2018 dans la majorité des cliniques du Groupe, nous avons recommandé à Orpea d'améliorer sa communication sur ces questions et de fournir davantage d'indicateurs clés.

L'entreprise a été réceptive à nos suggestions mais semble encore réticente à fournir des informations détaillées et des indicateurs clés de performance (KPI) en raison de la forte médiatisation de son secteur en France. En 2019, nous focaliserons notre engagement auprès de l'entreprise sur la gestion de la qualité des soins dans l'ensemble des cliniques internationales et sur la gestion des relations avec les employés.

“

La perte d'autonomie physique et psychologique et le maintien de la qualité de vie pour le quatrième âge sont des défis sociétaux et économiques qui appellent des solutions individualisées nécessitant une parfaite coordination entre les acteurs médicaux et sociaux”.

Linda Benattar
Directrice médicale, Groupe Orpea



TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION



Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) regroupe des entreprises actives dans plusieurs domaines des nouvelles technologies, qu'il s'agisse d'entreprises spécialisées dans les composants et les appareils électroniques ou dans le développement de logiciels, ou encore de fournisseurs de services, d'opérateurs de télécommunications ou d'entreprises des médias. Les sources de risques en termes de développement durable pour ces entreprises vont de la sécurité et les droits de l'homme dans le processus de fabrication à la responsabilité des produits, ce qui inclut la sécurité et la confidentialité des données, la qualité du contenu, les substances toxiques et dangereuses, l'efficacité énergétique, etc. Néanmoins, le secteur peut également contribuer à plusieurs ODD, directement, en donnant accès à l'information et aux services bancaires aux populations mal desservies, et indirectement, en rendant possible le développement de solutions durables dans d'autres secteurs (énergie solaire, agriculture durable, villes intelligentes, etc.).

Bilan de l'engagement

“10 engagements réussis en 2018

Après plusieurs années d'engagement, les entreprises du secteur sont désormais nombreuses à publier régulièrement et de manière détaillée sur leur démarche responsable. Pour aller plus loin, notre dialogue se concentre désormais sur la qualité de ces informations et notamment sur la nécessité de **matérialiser leur exposition aux solutions durables**. Cela est d'autant plus important que la plupart des entreprises du secteur fournissent des solutions dont les impacts positifs ne sont visibles que lors de leur mise en œuvre par les clients.

Concernant les risques environnementaux et sociaux, les entreprises du secteur des TIC restent fortement exposées à des enjeux clés pour la santé, la sécurité et le bien-être des êtres humains, mais aussi pour la préservation de notre planète. Certains de ces risques, comme la **traçabilité des minerais** ou le **respect des normes sociales par les fournisseurs**, restent difficiles à maîtriser en dépit de leur sévérité. Sur ces sujets, nous continuons par conséquent à demander aux entreprises une vue d'ensemble de la chaîne de fabrication mettant en avant les fournisseurs importants tant en termes de part des dépenses qu'en matière d'exposition aux risques environnementaux et sociaux. Nous encourageons les entreprises à décrire leurs pratiques en matière d'audit, en détailler les résultats ainsi que les mesures prises (actions correctives, ruptures de contrat, etc.). Nous recommandons aux entreprises de rejoindre de manière active une initiative sectorielle (RBA, JAC, etc.), à travers laquelle elles se doteront de capacités d'action supplémentaires, tout en n'imposant pas à leurs partenaires de contraintes inutiles.

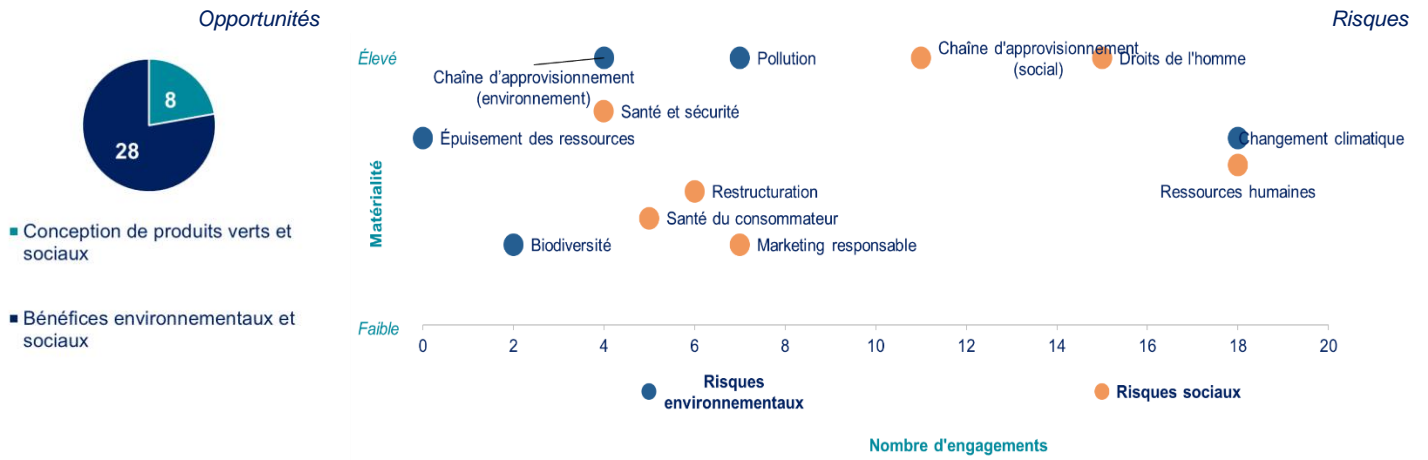
Sur d'autres enjeux comme le **respect de la vie privée** des utilisateurs sur internet, la **qualité des contenus publicitaires** ou les **pratiques fiscales**, les pratiques du secteur restent le plus souvent insuffisantes. Nous continuons à engager de manière systématique sur ces thèmes, rappelant l'importance des risques qu'ils véhiculent et la nécessité d'adopter de meilleures pratiques.

Enfin, ce secteur reste néanmoins générateur d'une consommation croissante d'équipements électroniques dont la consommation énergétique, la composition et la fin de vie posent problème. Notre dialogue se concentre donc également, pour les entreprises concernées, sur les sujets d'évaluation de l'**impact carbone**, de **substitution des substances nocives** et **recyclage des déchets électroniques**. Sur ces points, les entreprises tendent à adopter de



meilleures pratiques avec le temps, même si nous continuons d'attendre des améliorations significatives dans le futur.

Figure 8 : nombre d'engagements sur les risques et opportunités dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication en 2018



Source : Mirova, 2018

L'engagement en pratique : Capgemini

Depuis plusieurs années, Mirova et Capgemini entretiennent un dialogue constructif et régulier sur les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance. Dans le cadre de l'amélioration continue de ses pratiques de RSE, cette entreprise investit en effet le temps et les ressources nécessaires aux échanges avec les parties prenantes engagées sur ce plan. En 2018, nous avons encore pu identifier des avancées significatives. Capgemini a notamment modifié la politique de rémunération de ses dirigeants afin de conditionner une part de leur rémunération variable long-terme à la réalisation du plan RSE de l'entreprise. C'est un pas décisif pour les entreprises qui souhaitent positionner le développement durable au cœur de leur gouvernance. Notons que Capgemini a préalablement fait la démarche d'intégrer les salariés dans ses instances de gouvernance, dont le comité du conseil en charge des rémunérations. Pour aller plus loin, cette année, nous avons plus généralement ouvert la discussion sur la juste répartition de la valeur créée entre les parties prenantes. Capgemini a détaillé la politique qui préexistait au niveau France et devrait prochainement fournir des éléments d'analyse sur le sujet.

“

Nous nous engageons à être un leader responsable dont l'expertise a un impact positif sur le monde.”

Christine Hodgson
Responsable RSE Monde, Capgemini





MOBILITE



La mobilité est un aspect essentiel du développement humain. La circulation des biens et des personnes facilite l'accès aux biens et aux services, et contribue plus largement au bon fonctionnement de la société. Cependant, ces déplacements ont un impact sur le climat, la qualité de l'air, la consommation de ressources fossiles, la biodiversité et la santé des populations. Aujourd'hui encore, la mobilité est un privilège inégalement réparti entre les populations. Le secteur doit concilier l'accès à la mobilité pour le plus grand nombre tout en réduisant les impacts environnementaux et sociaux liés au transport.

Les entreprises du secteur peuvent apporter des solutions en faveur de la transition écologique et de l'accès à la mobilité

Bilan de l'engagement

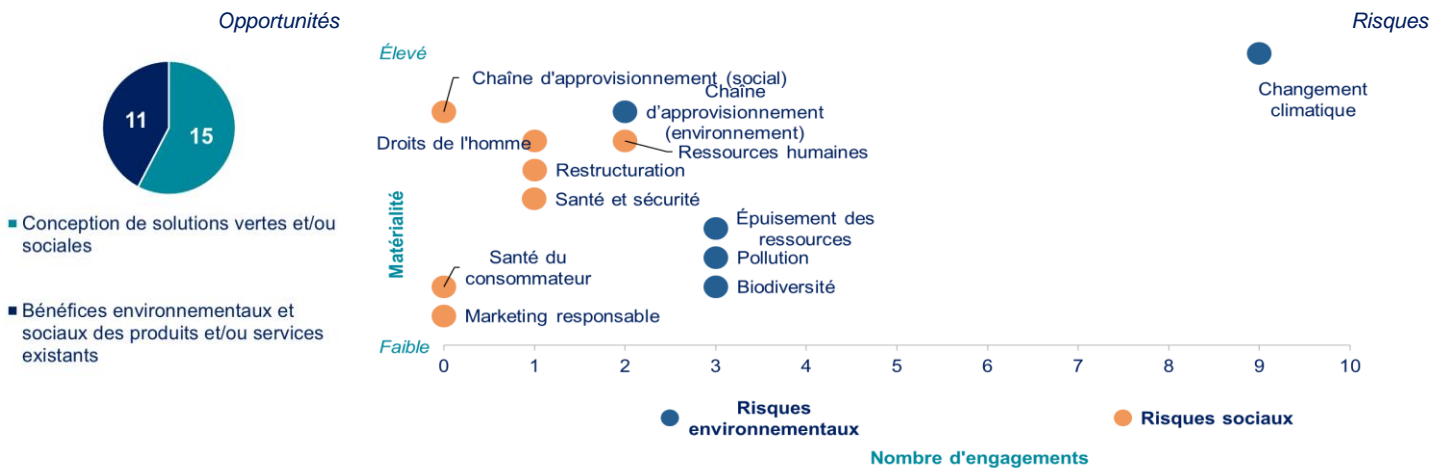
7 engagements réussis en 2018

Mirova a encouragé les entreprises à renforcer leur positionnement en faveur de solutions liées à la **transition écologique des transports** (objectifs, moyens mis en place, défis à relever) et à accroître la transparence sur les investissements et revenus liés à ces solutions. Par ailleurs, pour faire face aux risques en termes de durabilité liés au secteur, Mirova a encouragé les entreprises à améliorer leur communication et leur efficacité sur différents aspects tels que les impacts environnementaux de l'activité, la sécurité des transports, la gestion du capital humain en interne et chez les fournisseurs, l'approvisionnement et la conception dans une approche cycle de vie ; avec une réflexion approfondie sur les meilleures solutions environnementales et sociales.

En 2018, nous nous sommes également concentrés sur les risques émergents par rapport à **l'électrification des transports** tels que les nouveaux enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement en matériaux, notamment en ce qui concerne les batteries et les moteurs électriques, mais aussi la réduction de l'empreinte carbone relative à la production de véhicules électriques. Mirova encourage les constructeurs automobiles à faire preuve d'une transparence totale en ce qui concerne les politiques, l'approvisionnement (substitution de technologies, recyclage, collaborations avec les industries métallurgiques et minières, stratégie pays par pays) et les actions mises en place (audits, contrôles préalables, clauses contractuelles) pour atténuer les risques associés. De plus, dans un contexte d'avancées technologiques rapides, l'expertise nécessaire dans l'industrie automobile s'est considérablement modifiée avec une demande croissante de connaissances en électrochimie, en matériaux composites et en technologies de l'information et de la communication. Il est donc essentiel de comprendre comment les entreprises adapteront les compétences et le savoir-faire de leurs employés à ces changements technologiques.

Enfin, les entreprises actives dans le secteur de la défense doivent garantir la non-exportation et la non-réexportation de produits à usage militaire vers des États non démocratiques ou dont les pratiques démocratiques sont jugées insuffisantes.

Figure 9 : nombre d'engagements sur les risques et opportunités dans le secteur de la Mobilité en 2018



Source : Mirova, 2018

L'engagement en pratique : Volkswagen

En 2015, le Dieselgate a mis en évidence de fortes lacunes en matière de développement durable dans les pratiques de l'entreprise concernant la pollution, la santé des consommateurs et les mécanismes de gouvernance. Bien que l'entreprise ait reconnu sa responsabilité, les conséquences financières et réputationnelles sur l'entreprise ont été considérables et pourraient encore peser sur le groupe pendant en long moment. Depuis lors, nous accompagnons l'entreprise pour suivre ses progrès. Bien qu'inattendue et sévère, cette controverse a eu l'effet d'un électrochoc sur l'entreprise qui a entièrement restructuré sa stratégie et ses pratiques. Ces changements sont tangibles sur plusieurs fronts :

- **La stratégie de l'entreprise en faveur des véhicules électriques.** L'entreprise, qui avait auparavant adopté une approche très prudente, confirme aujourd'hui des ambitions élevées avec 80 nouveaux modèles électriques en vente d'ici 2025, dont 50 véhicules électriques à batterie et 30 véhicules hybrides rechargeables ;
- **La refonte de la gouvernance :** passage d'une structure pyramidale à une organisation horizontale, initiatives pour stimuler les idées de tous les employés, amélioration des mécanismes d'alerte, renforcement des contrôles dans la gestion des risques, nouvelles procédures de conformité, formation sur la conformité et les valeurs éthiques pour tous les employés, et changements aux niveaux supérieurs et intermédiaires des équipes de direction.
- Une **approche cohérente** sur les risques de développement durable. Le Groupe convertit par exemple toutes ses usines de mobilité électrique en usines neutres en CO₂, ce qui inclut l'approvisionnement en batteries grâce à des partenariats avec les producteurs de batteries. Enfin, nous constatons que l'entreprise a modifié ses opérations pour prendre en considération l'ensemble de enjeux liés à son activité, de la matière première au produit final ; et s'est fixé une feuille de route claire sur son impact climat avec l'objectif d'être neutre en carbone d'ici 2050, en tant qu'acteur engagé dans l'accord de Paris.

Il reste encore un long chemin à parcourir pour effacer complètement les cicatrices du passé. Cependant, nous sommes convaincus que Volkswagen évolue dans la bonne direction en intégrant les recommandations clés de ses parties prenantes dans sa stratégie.

“

Jamais auparavant l'entreprise n'avait autant changé en si peu de temps, bien qu'il reste encore un long chemin à parcourir avant que tous les problèmes restants ne soient résolus.

Alexander Hunger

Responsable Relations Investisseurs, Volkswagen



RESSOURCES



Le secteur des ressources comprend les entreprises de la gestion des déchets et de l'eau, en première place pour relever les défis du stress hydrique et de la sécurité des ressources, et pour contribuer au développement d'une économie circulaire. Ce secteur comprend également l'ensemble de la filière chimie, « l'industrie des industries », le catalyseur de la plupart des technologies durables nécessaires à la transition environnementale, et par conséquent à même de soutenir la réalisation de nombreux ODD. Les filières agricoles et forestières sont au cœur des changements dans l'utilisation des terres entraînant une dégradation des écosystèmes. La lutte contre la déforestation, la sylviculture non durable et l'agriculture conventionnelle offre de nombreuses opportunités de développement de solutions innovantes (pour augmenter les rendements de manière durable, la proportion d'exploitations forestières certifiées, etc.).

Ces secteurs sont fortement industriels, et donc très exposés aux risques environnementaux et de sécurité dans leurs activités ; la toxicité des produits reste un autre problème majeur, principalement en ce qui concerne les produits chimiques et agrochimiques. Par ailleurs, de nombreux acteurs du secteur sont exposés à des risques élevés dans leurs chaînes d'approvisionnement. Deux exemples parmi d'autres : les entreprises d'ingrédients qui achètent à partir des exploitations agricoles, ou encore les entreprises du papier et des emballages qui dépendent de l'exploitation forestière. Enfin, la filière des métaux et des mines est particulièrement exposée aux risques ESG, car elle est très étroitement liée aux impacts environnementaux et sociaux majeurs, notamment sur les droits de l'homme.

Bilan de l'engagement

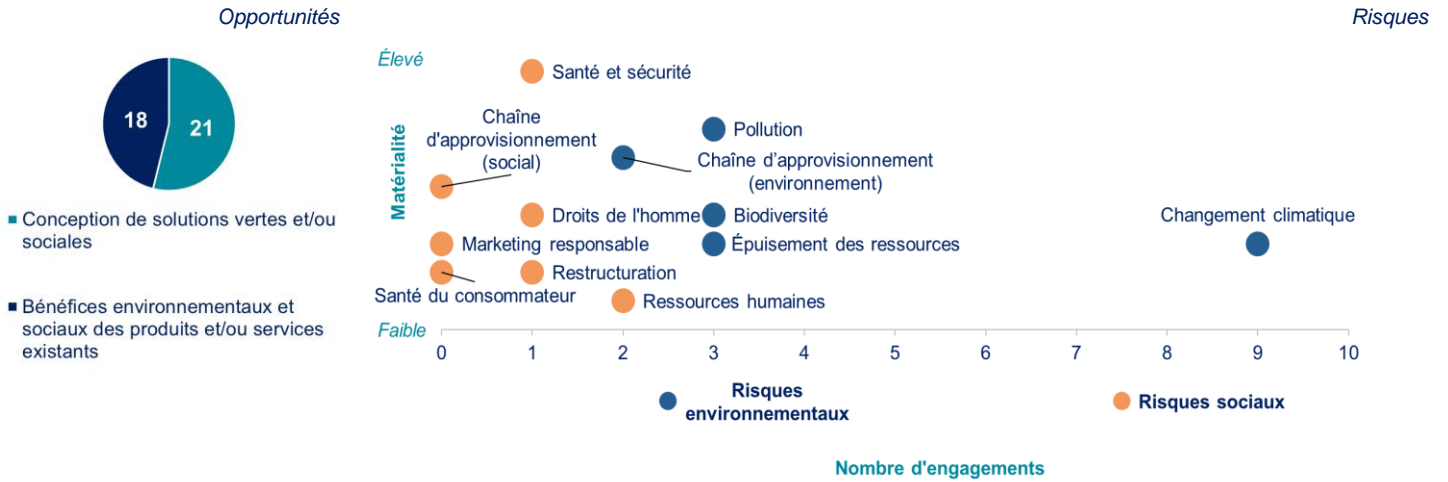
“13 engagements réussis en 2018

En ce qui concerne la gestion des risques, l'un des principaux sujets d'engagement en 2018 a porté sur **la santé et la sécurité** : même si la plupart des filières ont un bon historique de termes de gestion des risques pour la sécurité des collaborateurs ou les accidents environnementaux, il reste toujours une marge de progrès significative, concernant la santé et la sécurité des sous-traitants ou pour les sociétés minières en général. Les enjeux de santé et la sécurité comprennent également la toxicité des produits, qui reste un point crucial dans les industries chimiques et agrochimiques.

Les **chaînes d'approvisionnement**, sujet de préoccupation plus récent pour les entreprises, comportent, pour certaines filières comme les ingrédients et les emballages, la majorité des impacts environnementaux. Ces chaînes d'approvisionnement sont aussi souvent exposées à des problématiques sociales, principalement liées aux conditions de travail et au travail des enfants, notamment dans l'agriculture ou la foresterie. Les impacts environnementaux directs des processus industriels sont, eux, globalement bien gérés : les filières ont été incitées de longue date à maîtriser leurs pollutions, et optimisation environnementale va souvent de pair avec optimisation des coûts. D'autres sujets sont aussi au cœur du secteur des ressources, comme la biodiversité ou les droits de l'Homme. Si l'agrochimie ou l'exploitation minière sont plus directement concernées, ces deux secteurs sont sous-représentés dans nos investissements, c'est pourquoi ces sujets ne ressortent pas comme des thèmes d'engagement majeurs.

En termes d'opportunités, les solutions durables développées par ces entreprises ont souvent fait l'objet d'un engagement, car ces filières disposent de nombreuses opportunités pour développer des produits intéressants, mais manquent souvent d'une ambition claire et transparente. De plus, étant donné les avantages de ces solutions pour l'environnement, nous encourageons fréquemment les entreprises à essayer d'évaluer les bénéfices de leurs activités (préservation des ressources dans le cas des activités de recyclage, par exemple).

Figure 10 : nombre d'engagements sur les risques et opportunités dans le secteur des Ressources en 2018



Source : Mirova, 2018

L'engagement en pratique : Symrise

En tant qu'acteur de l'investisseur responsable, Symrise a invité Mirova à participer à sa réunion semestrielle du Conseil de développement durable. À cette occasion, tous les responsables du développement durable de l'entreprise se sont rencontrés et ont travaillé sur la stratégie à venir. Pour la première fois, une partie externe, en l'occurrence un investisseur, était invitée à cette réunion habituellement interne. Les équipes opérationnelles travaillant sur le développement durable ont pu appréhender directement les attentes d'un investisseur responsable, ce qui représente une grande opportunité d'engagement de notre part.

La question de la chaîne d'approvisionnement, sujet crucial, a notamment été largement débattue, car il s'agit d'un sujet complexe étant donné le grand nombre de matières premières achetées et des questions de confidentialité - le sujet de la chaîne d'approvisionnement est un pilier majeur de la stratégie dans le secteur des ingrédients. Sur ce thème, Mirova attend des entreprises qu'elles communiquent sur leur approche : une analyse de matérialité expliquant où se situent les risques les plus importants, les plus gros volumes et la valeur la plus élevée dans la chaîne logistique. Ces éléments doivent permettre d'identifier les chaînes d'approvisionnement les plus critiques pour l'entreprise, qui peut alors communiquer sur la part de ces achats qui font l'objet de processus spécifiques de gestion des risques (contrôles sur site, critères environnementaux ou sociaux dans les contrats, etc.). Dans l'ensemble, la réunion a permis d'approfondir la compréhension des principaux objectifs et contraintes de chacun, industriel et investisseur responsable. Mirova a également profité de cet événement pour communiquer plus directement sur sa philosophie et ses attentes en matière d'ISR aux responsables ESG opérationnels de l'entreprise.

“

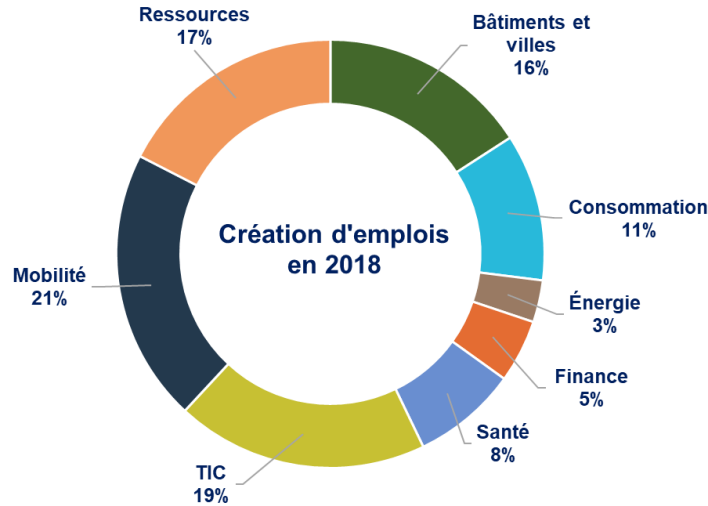
L'ESG n'est pas une mode, mais une nécessité pour réussir dans notre marché. En matière de développement durable, nous nous efforçons de répondre à tous les critères, c'est pourquoi nous apprécions le dialogue avec des parties externes telles que Mirova, qui nous permet de ne pas perdre de vue les attentes et les opinions de nos parties prenantes.

Heinz-Juergen Bertram
Directeur Général, Symrise AG



3. Focus thématique

CREATION D'EMPLOIS



Source : Mirova, 2018



L'emploi est une problématique centrale dans les préoccupations individuelles et sociétales en France, mais peu prise en compte dans la gestion de l'épargne. Lancé en 1994, le fonds Insertion Emplois Dynamique (IED) cherche à adresser cet enjeu via sa poche de financements solidaires qui représente entre 5 % et 10 % du fonds, mais également à travers sa poche en actions cotées (jusqu'à 90 % du portefeuille), en orientant tous les investissements en actions cotées vers les entreprises susceptibles de créer de l'emploi en France.

“63 entreprises engagées sur la création d'emploi

Chaque année, nous échangeons avec de nombreuses entreprises pour mieux comprendre leur perspective en termes d'emplois en France. La transparence sur la répartition des effectifs n'est pas une obligation. Toutefois, cette donnée est indispensable pour nous afin d'élargir l'univers d'investissement du fonds Insertion Emplois Dynamique.

Au-delà de la transparence sur les données d'emploi en France, nous considérons que la mise en évidence du lien entre stratégie d'entreprise et capital humain est essentielle pour comprendre l'approche d'une entreprise. Les échanges que nous entretenons avec les entreprises dans le cadre du fonds Insertion Emplois Dynamique permettent ainsi d'instaurer un dialogue continu sur les perspectives sociales.

En 2018, beaucoup d'entreprises ont intégré le périmètre d'investissement du fonds en répondant sur leur dynamique d'emplois en France. Parmi elles, on compte de petites entreprises françaises en fort développement (par ex. MedIncell), de grands groupes américains (par ex. Ecolab) ou japonais (par ex. Kubota).



GOVERNANCE : ENJEUX GLOBAUX

‘277 entreprises ciblées

La quasi-totalité des sujets de gouvernance concerne tous les secteurs. En 2018, comme les années précédentes, Mirova a choisi de mettre l'accent sur les enjeux suivants :

Responsabilisation et représentation des instances de gouvernance

- La capacité des administrateurs à se saisir des questions stratégiques, à enrichir le débat sur les enjeux long terme de l'entreprise et à superviser la mise en œuvre de la stratégie par l'exécutif est essentielle pour garantir un bon fonctionnement de l'entreprise. Il est par conséquent important d'élire des administrateurs compétents et dont la contribution apporte une réelle valeur ajoutée au fonctionnement du conseil et à la qualité du système de gouvernance. Mirova encourage ainsi le conseil d'administration à communiquer les raisons de son choix concernant les candidats proposés.
- Une représentation équilibrée des différentes parties prenantes stratégiques de l'entreprise au sein du conseil : Mirova est notamment attachée à la présence de représentants du personnel au conseil, y compris dans les marchés ayant un cadre réglementaire favorable aux intérêts du personnel.

Rémunération équitable pour les parties prenantes

- Aligner la rémunération des parties prenantes sur la création de valeur réelle : Nous estimons que la politique de répartition de la valeur des entreprises devrait avoir pour ambition une juste rémunération de chaque partie prenante, qu'il s'agisse des salariés, des dirigeants, des actionnaires, ou encore des collectivités à travers le paiement de l'impôt. Cette politique devrait par ailleurs être en accord avec la performance long-terme de l'entreprise, tant d'un point de vue opérationnel que social et environnemental. Les entreprises sont invitées à mettre en place des mécanismes permettant une corrélation positive entre les rémunérations des actionnaires (dividendes et rachats d'actions), des dirigeants (rémunération globale), et celles des salariés (masse salariale).
- Équilibrer la rémunération dans l'entreprise : les parties prenantes de l'entreprise ne peuvent collaborer efficacement que si leurs contributions sont reconnues et récompensées. Les sociétés dans lesquelles Mirova investit devraient disposer de mécanismes de distribution et de rémunération régis par le principe de l'équité. Nous encourageons les entreprises à inclure des représentants du personnel dans les comités de rémunération et à annoncer les modifications apportées, en particulier en ce qui concerne la rémunération des dirigeants.

Prise en compte des questions environnementales et sociales dans la gouvernance

- Inclusion des questions environnementales et sociales dans les politiques de rémunération : par le dialogue avec les entreprises présentes dans ses portefeuilles, Mirova cherche à comprendre comment se décline la stratégie RSE dans les mécanismes de rémunération, à évaluer la pertinence des critères retenus pour examiner les problèmes auxquels l'entreprise est confrontée et à réglementer le suivi.
- Prise en compte des enjeux RSE au niveau du Conseil d'administration : nous encourageons les entreprises à créer au sein du conseil un comité RSE, ou toute autre structure équivalente dédiée à ces questions.
- Vérification et certification des informations extra-financières : Mirova souhaite que le rapport annuel intègre des informations auditées et certifiées sur les performances environnementales et sociales de l'entreprise.



4. Influence par l'exercice du droit de vote

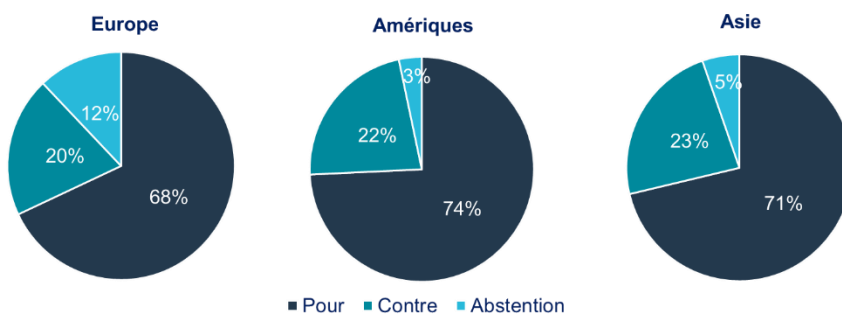
Afin de promouvoir la création de valeur durable pour toutes ses parties prenantes, Mirova a élaboré une politique de vote conforme à sa stratégie d'investissement durable.

En 2015, Mirova a entrepris une réflexion critique et approfondie des enjeux de gouvernance traditionnels, avec l'objectif d'identifier un modèle partant d'une vision entrepreneuriale et soutenable de l'entreprise. L'aboutissement de cette réflexion a posé les jalons d'une nouvelle politique de vote reposant sur un nouveau modèle de gouvernance qui se décline en 4 axes majeurs :

- Le développement d'une base actionnariale pérenne,
- La mise en place d'instances de gouvernance intégrant de façon équilibrée les parties prenantes et prenant résolument en charge les enjeux de RSE¹,
- La mise en place d'une politique de distribution de la valeur à la fois juste pour l'ensemble des parties prenantes et favorisant une croissance durable,
- La qualité de l'information financière et extra-financière, à travers la mise en œuvre d'un reporting audité intégrant les enjeux de développement durable.

Cette approche s'appuie sur les travaux de la chaire académique Mines ParisTech « Théorie de l'entreprise. Modèles de gouvernance et création collective » soutenue par Mirova depuis 2015.

Figure 11 : Bilan des votes 2018



L'analyse des résolutions est réalisée par l'équipe de recherche en investissement responsable de Mirova, composée d'analystes experts des problématiques environnementales, sociales et de gouvernance. Les décisions de vote sont sous la responsabilité du comité de vote composé du Directeur de la gestion Actions de Mirova et des responsables de la Recherche en Investissement Responsable. Les gérants ainsi que les analystes extra-financiers peuvent être conviés pour participer aux débats du comité en fonction des sujets traités.

¹ Responsabilité Sociale de l'Entreprise

VOTES D'OPPOSITION EN 2018

Taux d'opposition moyen de **31,5%** en 2018

Le pourcentage de résolutions européennes ayant suscité un vote d'opposition (vote « contre », « abstention » ou « withhold ») est cette année relativement plus élevé en Europe (32%), comparativement aux résolutions proposées lors d'assemblées générales américaines (26%) ou asiatiques (29%), ce qui s'explique par la diversité des sujets présentés lors des assemblées des sociétés européennes. Ainsi, l'Europe a concentré 89% des résolutions sur le thème « Répartition de la valeur » et 87% des résolutions sur le thème « Transparence de l'information », deux thématiques qui sont sujettes à un niveau élevé de contestation de la part de Mirova.

Figure 12 : Répartition des votes d'opposition au niveau Monde

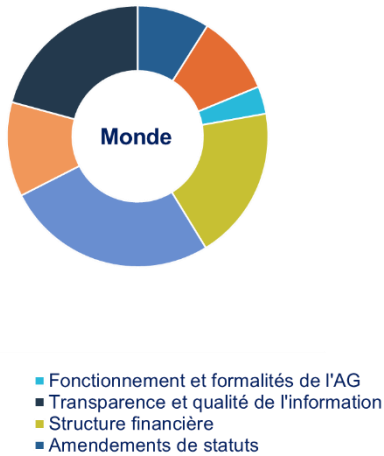
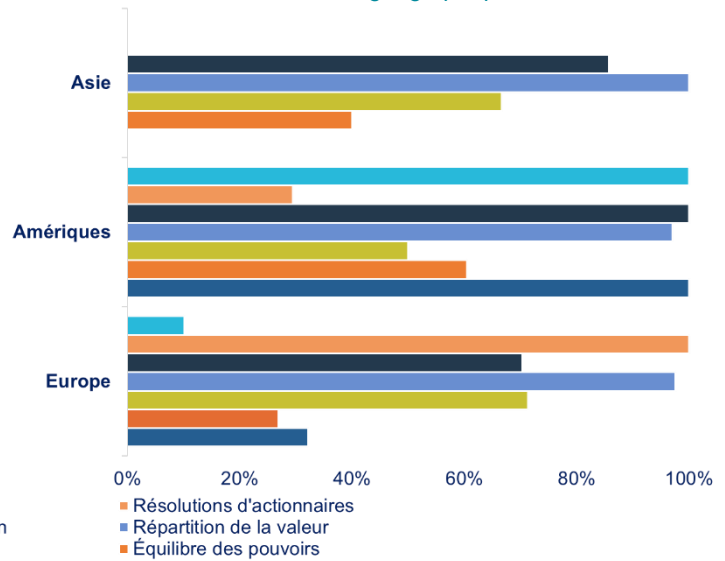


Figure 13 : Répartition des votes d'opposition par zone géographique



Source : Mirova, 2018



5. Améliorer les obligations vertes et sociales



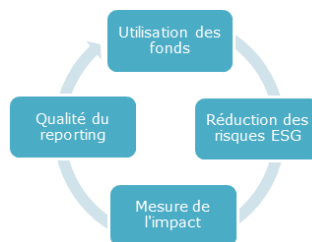
L'approche d'engagement de Mirova à l'égard des obligations vertes, sociales et de développement durable, se fonde sur la conviction que la prise en compte de critères extra-financiers dans le processus d'investissement est essentielle pour créer de la valeur à long terme. En investissant dans des obligations de développement durable, Mirova peut cibler des entités ou des projets dans lesquels nous pourrions capitaliser sur les opportunités créées par la transition vers une économie plus durable, tout en nous assurant que les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) soient pris en compte.

“51 émetteurs ciblés

APPROCHE DE L'ENGAGEMENT

Au sein de Mirova, l'engagement dans le marché des obligations vertes et sociales est focalisé sur l'utilisation des fonds, la réduction des risques environnementaux et sociaux relatifs aux projets financés, la mesure de l'impact et la transparence et qualité des indicateurs d'impact publiés.

Figure 14 : Approche d'engagement sur les obligations vertes et/ou sociaux



Source : Mirova, 2018

Utilisation des fonds. Nous recommandons aux émetteurs d'inscrire dans leur prospectus que les fonds relatifs à l'obligation serviront à financer des projets créateurs de valeur ajoutée environnementale ou sociale. Nous insistons fortement sur le besoin de clarté et de qualité dans les principes d'allocation des fonds. Les critères de sélection des projets doivent être sans ambiguïtés et suffisamment restrictifs, afin de garantir que les projets financés aient des impacts environnementaux et/ou sociaux positifs significatifs.

Réduction des risques ESG. Nous encourageons les émetteurs d'obligations durables à communiquer sur leurs stratégies de réduction des risques ESG associés aux projets financés. Il s'agit d'un élément particulièrement important pour les projets exposés à des risques environnementaux et/ou sociaux en cas de mauvaise gestion.

Mesure de l'impact. Nous encourageons les émetteurs à améliorer la façon dont ils mesurent l'impact environnemental et/ou social des projets. Nous les incitons également à publier les méthodologies qu'ils utilisent pour quantifier ces impacts afin que nous puissions mieux comprendre l'impact global.

Transparence et qualité du reporting. Nous demandons aux émetteurs d'être totalement transparents en ce qui concerne la traçabilité des fonds levés. À cette fin, nous souhaitons que des rapports, vérifiés et certifiés par un tiers externe, détaillant les projets financés soient publiés au moins une fois par an.

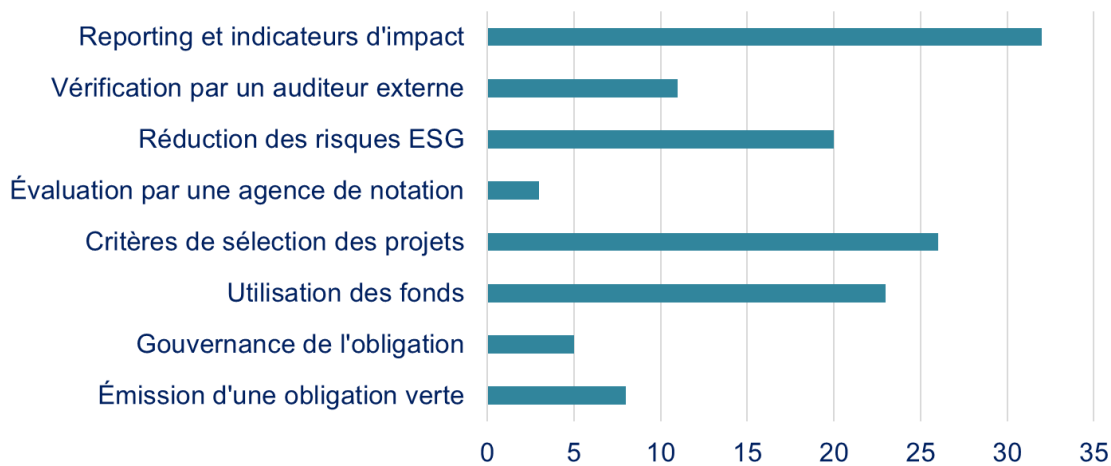


SITUATION DE MARCHÉ EN 2018

Le marché des obligations de développement durable est encore récent, et les pratiques des émetteurs variées, notamment en matière de transparence. Mirova souhaite contribuer à renforcer ce marché en le rendant de plus en plus structuré, crédible et porteur d'impacts environnementaux et sociaux. Ainsi, comme les années précédentes, en 2018 nous avons poursuivi le dialogue avec les émetteurs actuels et potentiels pour accroître la transparence sur les projets ciblés et améliorer la qualité des indicateurs d'impact.

Dans le cadre du marché des obligations vertes et/ou sociales, les émetteurs publient annuellement des rapports d'impact pour montrer les bénéfices environnementaux et/ou sociaux permis grâce aux projets financés. Actif depuis quelques années, ce marché a ainsi développé la publication de nombreux rapports d'impact. La majeure partie de notre travail en 2018 a été d'améliorer la qualité de l'information financière et des indicateurs d'impact fournis dans ces rapports. Les principaux sujets abordés sont : la clarification de l'utilisation des fonds au moment de l'émission, les critères de sélection utilisés par les émetteurs pour choisir les projets bénéficiant de ce type d'obligation pour s'assurer que les projets contribuent positivement aux objectifs de développement durable et les méthodologies utilisées pour évaluer les impacts des projets financés

Figure 15 : Répartition des engagements portant sur les obligations durables par theme



Source : Mirova, 2018

Le marché a déjà significativement progressé en termes de cadre et de pertinence des indicateurs. Toutefois, en 2018, des nouvelles questions ont été soulevées à la suite de l'acquisition d'une entreprise ayant par le passé émis ce type d'obligations. En effet, les obligations vertes et/ou sociales engagent l'émetteur à être transparent sur les projets financés et les impacts atteints pendant le nombre d'années correspondant à la durée d'émission. En cas de fusion ou acquisition d'une entreprise, la question de la constance dans le temps des engagements pris au moment de l'émission est soulevée ainsi que l'identité du porteur de responsabilités vis-à-vis de l'obligation. Ce nouveau cas a montré que le marché a encore besoin de se structurer pour traiter de manière exhaustive tous les cas de figure envisageables afin d'assurer à l'investisseur la traçabilité des fonds quelque soit les transactions futures. Mirova a accompagné les parties prenantes concernées pour s'assurer de la continuité des informations publiées (c.f. cas Innogy ci-dessous).

L'engagement en pratique : Innogy

En mars, Innogy a annoncé son futur rachat par E.ON dans le cadre d'un accord restructurant le secteur énergétique en Allemagne. E.ON se concentrera entièrement sur les réseaux d'énergie et les services de détail tandis que RWE récupérera les actifs dans les énergies renouvelables aussi bien d'E.ON que d'Innogy.

Cela a soulevé des questions sur le devenir de l'obligation verte d'Innogy, qui finançait auparavant exclusivement des énergies renouvelables. Deux scénarios semblaient possibles :

- i) L'obligation verte reste sous l'égide d'E.ON ce qui signifie qu'E.ON/Innogy devrait changer la typologie de projets financés par l'obligation ;
- ii) L'obligation verte est transférée à RWE qui a une notation crédit inférieure.

Ce niveau d'incertitude quant à l'utilisation des fonds n'était pas conforme à notre vision d'une bonne gouvernance et d'une bonne gestion du risque des obligations vertes. Lors d'une première réunion, des responsables d'Innogy ont admis qu'ils n'avaient aucune visibilité sur cette question et ont confirmé que les deux options décrites ci-dessus étaient exactes. La société a déclaré qu'elle était convaincue de pouvoir remplacer les actifs renouvelables financés par l'obligation verte. Nous avons alors encouragé Innogy à informer les investisseurs dès que la situation se serait éclaircie, et avons suggéré qu'un document soit écrit sur le sujet en amont du transfert d'activités.

Quelques mois plus tard, Innogy a fourni des informations répondant à nos questions : tous les projets actuellement financés par l'obligation seront transférés à RWE, mais le restant des fonds seront transférés à E.ON et serviront à financer des projets de soutien au développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique tels que des projets de raccordement au réseau des énergies renouvelables (>30 kW), des projets visant à faire face à l'intermittence du réseau et des projets de compteurs intelligents. Sustainalytics a fourni une seconde opinion qui a confirmé que ces projets sont éligibles dans le cadre initial de l'obligation verte d'Innogy. Toutefois, Innogy n'a pas encore fourni une liste de projets. Il manque également encore une évaluation de la taille du portefeuille d'actifs éligibles pour s'assurer qu'il soit équivalent à la somme d'argent restante.

Dans l'ensemble, nous sommes confiants sur la capacité de l'obligation à encore financer des projets verts avec un réel impact environnemental. Néanmoins, nous restons prudents sur la taille du nouveau portefeuille de projets et espérons obtenir davantage de transparence à l'avenir. En cas de rapport d'impact insuffisant à la suite de l'opération de transfert, nous reprendons un engagement approfondi avec Innogy.



6. Infrastructures responsables



Mirova s'efforce de cibler en priorité les projets aptes à capter les opportunités liées à la transition de notre économie vers une société plus durable, tout en s'assurant de la gestion des risques environnementaux et sociaux. Notre équipe de recherche examine d'abord si un projet contribuera à la réalisation des Objectifs de Développement Durable associés, puis évalue les risques environnementaux et sociaux inhérents au cycle de vie du projet.

La démarche d'engagement de Mirova concernant les projets d'infrastructures repose sur la conviction que le financement des infrastructures d'énergies renouvelables et des partenariats public-privé sont des moyens efficaces et concrets de répondre aux enjeux de développement durable de l'économie réelle. Cependant, pour pouvoir mettre en lumière les bénéfices environnementaux et sociaux d'un projet auprès d'investisseurs, Mirova a besoin de chiffres : créations d'emplois à long terme pour chaque projet, émissions de CO₂ évitées pour les projets d'énergies renouvelables, pourcentage de baisse de la consommation d'énergie pour les projets d'efficacité énergétique, nombre de kilomètres de lignes supplémentaires pour les projets ferroviaires, etc. La prise en compte des critères environnementaux et sociaux dans la classe d'actifs « infrastructure » est naissante. Afin d'encourager cette démarche, nous menons un dialogue avec les porteurs de projets.

L'intégration de ces sujets dans les décisions d'investissement dans les projets d'infrastructure repose sur plusieurs facteurs :

1. La recherche de leviers pour financer la transition énergétique et sociale, qui requiert un fléchage des projets à haute valeur ajoutée environnementale et/ou sociale ;
2. L'accompagnement des entités publiques qui intègrent progressivement ces critères de développement durable dans les appels d'offres ;
3. L'accroissement de l'impact de l'investissement responsable avec des véhicules financiers permettant d'améliorer la traçabilité entre les fonds et les bénéfices environnementaux et sociaux générés.

En 2018, Mirova a continué à déployer sa méthode d'analyse des fonds d'infrastructures en suivant le processus d'engagement suivant.

Figure 16 : Processus d'engagement sur les Infrastructures



Source : Mirova, 2018

Dans le cadre de nos analyses des projets, nous définissons systématiquement des axes d'engagement clé qui font l'objet, une fois l'investissement réalisé, de discussions entre Mirova et les industriels responsables des projets, afin de collaborer dans la mise en place d'améliorations. Par ailleurs, lorsqu'un projet est évalué en comité, une demande de transparence accompagne l'analyse du projet. Cette demande, adaptée aux enjeux clés du



projet, est transmise aux sociétés de projet afin d'améliorer le niveau de collecte et de diffusion des informations environnementales et sociales.

Au regard du caractère émergent de ces sujets, nous avons identifié pour l'ensemble des projets des axes d'amélioration en termes de transparence et d'évaluation de la performance. Le niveau d'information est parfois faible sur certains indicateurs. En tant qu'investisseur responsable, nous souhaitons inciter :

D'une part nos partenaires industriels à améliorer la collecte d'informations ainsi que le niveau de transparence sur ces indicateurs. Ainsi, nous identifions des axes d'amélioration en termes de transparence de l'information et d'évaluation de la performance pour l'ensemble des projets. Ces axes sont transmis à nos partenaires industriels afin de réfléchir ensemble à la mise en place d'améliorations et d'améliorer le niveau de collecte et de diffusion de informations environnementales et sociales ;

Et d'autre part la communauté financière à intégrer ces enjeux dans les décisions d'investissement, en collaborant dans deux initiatives. La première s'inscrit au sein de la plateforme GRESB Infrastructure. Mirova est membre fondateur de l'initiative, hébergée au sein du GRESB², aux côtés de AIMCo, ATP, AMP Capital, Aviva Investors, APG Asset Management, CalPERS, Mirova, Ontario Teachers' Pension Plan, PensionDanmark et PGGM Investments. GRESB Infrastructure a pour vocation de fournir une évaluation systématique des aspects ESG, un score objectif et une analyse comparative avec des projets de même typologie. Cela permettra aux investisseurs institutionnels d'obtenir un rapport standard pour leurs investissements. Les réflexions ont commencé en 2014 et se sont concrétisées par un lancement officiel et deux années de collecte d'informations auprès des sociétés de projets en 2016 et 2017. La seconde consiste en l'élaboration d'un standard / label de certification des projets d'infrastructure sur leurs qualités environnementales, sociales et de gouvernance. Celle-ci est menée par le GIB (Global Infrastructure Basel), fondation suisse dédiée à la promotion des infrastructures durables et résilientes. Mirova est membre du conseil et Natixis secrétaire de l'initiative. L'implication dans ces deux démarches nous permet de renforcer la dynamique vers une meilleure information ESG sur les infrastructures.

L'engagement en pratique : OsloFjordVarme

En 2018, Mirova a investi dans OsloFjordVarme, une société spécialisée dans la fourniture de chaleur à distance par pompes à chaleur en Norvège. Si la nature de l'activité est déjà très en ligne avec les Objectifs de Développement Durable, nous avons cherché à accroître la transparence du reporting de l'entreprise sur ses systèmes de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Pour cela, nous avons collaboré avec l'entité pour créer un cadre de présentation de l'information propre à l'actif, comprenant des éléments qualitatifs et quantitatifs sur, entre autres, l'utilisation de combustibles fossiles, l'utilisation d'énergie renouvelable, les plans d'action de protection de la biodiversité et les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité des travailleurs. Cette proposition de cadre a été positivement accueillie par l'entité OsloFjordVarme qui y a apporté des commentaires constructifs. Une fois finalisé, la société a accepté d'utiliser ce cadre pour nous fournir différents indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. Ces efforts vers plus de transparence sont conformes à nos principes d'investissement.

² GRESB : Global Real Estate Sustainability Benchmark (<https://www.gresb.com/about>)

III. Engagement collaboratif

L'engagement collaboratif consiste à identifier des pratiques controversées au niveau d'un secteur ou d'un groupe d'entreprises, et à engager le dialogue pour demander plus de transparence, et le cas échéant, l'évolution des pratiques. Afin de renforcer la capacité d'influence des investisseurs responsables, l'engagement est mené avec d'autres investisseurs afin d'inciter les émetteurs à apporter des changements précis et mesurables dans un délai déterminé. L'engagement peut également être mené au niveau des associations sectorielles et/ou des politiques publiques.

1. Objectifs

- Rendre **éligibles à l'investissement** des entreprises, qui étaient jusque-là exclues de l'univers d'investissement développement durable de Mirova ou de celui de ses clients en raison de mauvaises pratiques environnementales ou sociales (par exemple, engagement avec le secteur pétrolier pour promouvoir la décarbonation du portefeuille).
- **Améliorer la transparence** ou les pratiques des entreprises sur des sujets controversés, afin que les entreprises restent éligibles à l'investissement (par exemple, ouvrir un dialogue sur la chaîne d'approvisionnement d'une entreprise pour l'encourager à adopter de meilleures pratiques en matière de droits humains).

2. Approche d'engagement

1. Plateforme d'engagement collaboratif Mirova

En 2014, Mirova a lancé sa propre plateforme d'engagement collaboratif, constituée de ses experts issus de l'équipe de recherche de Mirova et de représentants de clients et d'investisseurs intéressés par l'engagement collaboratif. Depuis, Mirova a lancé trois initiatives d'engagement par le biais de cette plateforme qui traitent de questions spécifiques nécessitant que les investisseurs s'engagent davantage. Au des fil des ans, Mirova a fait la promotion des objectifs d'engagement de ces initiatives, notamment l'amélioration des pratiques et les changements dans les secteurs concernés.

2. Autres initiatives collaboratives

D'autres investisseurs créent également des initiatives d'engagement collaboratif. Lorsque leurs thématiques correspondent à la stratégie de Mirova et aux priorités identifiées, nous nous associons aux courriers d'engagement et aux déclarations ouvertes des autres investisseurs.

3. Comités de pilotage PRI

Enfin, Mirova est membre de l'un des groupes de travail d'investisseurs organisés dans le cadre des PRI visant à améliorer certaines pratiques sectorielles. En 2018, Mirova a contribué à 3 initiatives des PRI.

3. Synthèse et chiffres clés



PLATEFORME D'ENGAGEMENT MIROVA

Chaîne d'approvisionnement

Secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

- Depuis 2014, Mirova et ses partenaires s'efforcent d'encourager les entreprises des TIC à adopter des pratiques garantissant que leurs chaînes d'approvisionnement soient plus durables.
- En 2018, Mirova a continué à renforcer les liens avec ses partenaires et à soutenir les initiatives du secteur, tout en soumettant des axes d'amélioration régulièrement aux entreprises sur leurs pratiques.

Secteur textile

- En 2014, Mirova a commencé à encourager les entreprises à adhérer à des niveaux de transparence plus élevés concernant la gestion de leur chaîne d'approvisionnement.
- En 2018, Mirova a poursuivi ses efforts pour accroître la transparence dans la chaîne d'approvisionnement textile et s'assurer que les pratiques étaient conformes aux attentes des investisseurs grâce à son travail avec la Sustainable Apparel Coalition (SAC).

Exploration des ressources pétrolières en Arctique

- L'initiative a été amorcée en 2014 dans le but d'encourager une transparence opérationnelle accrue.
- Faisant suite de la déclaration de l'investisseur publiée en 2016, Mirova a poursuivi en 2018 ses discussions avec les entreprises et les décideurs publics pour promouvoir le moratoire sur l'Arctique.



AUTRES INITIATIVES D'ENGAGEMENT COLLABORATIF

“21 initiatives soutenues

“400+ entreprises engagées

“10 thèmes sociaux

“11 thèmes environnementaux

“11 thèmes de gouvernance d'entreprise

4. Plateforme d'engagement collaboratif Mirova

RISQUES SOCIAUX DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT



Les problèmes sociaux le long de la chaîne d'approvisionnement peuvent présenter des risques importants pour les entreprises. À la suite de certains événements (suicides à Foxconn en 2010, l'effondrement du Rana Plaza en 2013), il est devenu évident qu'en dépit des efforts pour améliorer la situation, des problèmes sociaux persistent dans ces secteurs d'activité. Ces événements soulignent le besoin urgent d'actions immédiates et continues de la part des gouvernements, de la société civile et des entreprises elles-mêmes.

Activités d'engagement en 2018

Lancé en 2014, l'engagement a pour but de travailler avec les entreprises des secteurs textile et Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour rendre la chaîne d'approvisionnement plus durable, respectueuse des droits humains et garantissant à ses employés des conditions de travail décentes. Après deux ans de discussion, les résultats montrent que malgré les mécanismes nécessaires mis en place pour encourager les fournisseurs à adopter des pratiques plus responsables, des controverses plus ou moins graves continuent à être dévoilées. Cela montre que des mesures plus systémiques et collaboratives sont nécessaires, nécessitant la participation de toutes les parties prenantes. Les industries du textile et des TIC doivent donc mieux se coordonner afin d'avoir un véritable impact positif sur leur chaîne d'approvisionnement.

Des réunions ont été organisées en 2016 avec des initiatives à l'échelle sectorielle : Responsible Business Alliance³ (RBA, anciennement EICC) pour l'industrie des TIC et Sustainable Apparel Coalition (SAC) pour l'industrie textile pour voir comment les investisseurs peuvent jouer un rôle proactif et inciter les deux secteurs à progresser vers une chaîne logistique plus durable.

Figure 17 : Processus d'engagement dans l'initiative « chaîne d'approvisionnement »



Source : Mirova, 2018

³ <http://www.responsiblebusiness.org/>



En 2017, Mirova est devenu le premier investisseur membre de la Sustainable Apparel Coalition⁴ (SAC) à contribuer à leur Feuille de route pour plus de transparence d'ici à 2020. Bien que la RBA n'ait pas encore décidé comment elle souhaite inclure les parties prenantes, Mirova a pu communiquer ses attentes en matière de transparence dans le secteur en participant à différentes conférences.

En 2018, Mirova a continué à développer ses partenariats et à soutenir les initiatives du secteur, tout en envoyant régulièrement aux entreprises des commentaires sur leurs pratiques et les améliorations attendues.

Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

Compte tenu de nos difficultés à lier le dialogue avec Apple et Samsung, nous avons décidé en 2016 d'adopter une nouvelle stratégie. Plutôt que de communiquer directement avec les entreprises, nous communiquons nos messages à travers notre participation à l'Electronic Industry Citizenship Coalition (EICC), qui a depuis été renommée Responsible Business Alliance (RBA) afin d'inclure les entreprises hors du secteur électronique, néanmoins exposées à des problématiques similaires (comme les voitures électriques par exemple). Nous avons par conséquent écrit une lettre à Rob Lederer (Directeur exécutif), au nom de la plateforme, dans laquelle nous décrivions l'objet de notre mission.

La RBA reste la référence en matière des normes et d'outils que les entreprises ont à leur disposition pour soutenir une gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement tout au long de la chaîne de valeur des TIC. La RBA compte plus de 140 membres, parmi lesquels Apple, Samsung Electronics et Microsoft. En 2017 et 2018, nous avons eu l'occasion d'être actifs auprès de l'initiative à plusieurs reprises, notamment lors d'une réunion des membres du conseil d'administration et de plusieurs conférences téléphoniques avec des représentants de la RBA.

En 2018, nous nous sommes efforcés d'encourager la RBA à définir un espace pour les intervenants dans le cadre de l'initiative. En effet, la RBA a été fondée par et pour des entreprises désireuses de mutualiser leurs efforts en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de partager les résultats des audits. Naturellement, certaines de ces entreprises hésitent à ouvrir cette initiative à des tiers. Néanmoins, selon nous, les investisseurs, les ONG et d'autres organisations pourraient collaborer utilement à cette initiative. Nous pourrions soutenir activement leurs efforts en expliquant nos attentes et les principaux sujets importants que nous avons identifiés.

Les membres de la RBA pourraient également saisir cette occasion pour mieux communiquer sur leurs pratiques, leurs réalisations et leurs objectifs. Bien qu'aucun groupe de travail spécifique n'ait été créé en 2018 pour les investisseurs ou les parties prenantes externes, la RBA nous a invités à être panélistes lors de sa conférence annuelle en avril 2019 à Bruxelles. À cette occasion, nous soulignerons l'importance que de bonnes pratiques tout au long de la chaîne d'approvisionnement ont pour Mirova et pour les membres de sa plateforme d'engagement, et discuterons des intentions de la RBA concernant l'inclusion des parties prenantes dans l'initiative.

Textile

Depuis son adhésion à la Sustainable Apparel Coalition (SAC) en 2017, Mirova collabore avec cette organisation à l'élaboration d'une feuille de route pour plus de transparence pour 2020. Mirova est membre des groupes de travail des parties prenantes « Module sur la marque » et « Transparence ».

Le module sur la marque permet aux marques (comme certaines sociétés dans lesquelles Mirova a investi) de montrer leurs progrès en matière de développement durable. Les questions posées dans ce module sont en cours de mise à jour. Le processus a commencé en 2017, quand Mirova avait fait part de ses premières observations. Pour 2018, l'un des

⁴ <https://apparelcoalition.org/>

objectifs était que les groupes et les organisations extérieurs au SAC donnent leur avis sur les questions posées avant qu'elles ne soient finalisées au début de l'année 2020. Mirova a contribué à cette consultation ouverte en étant le référent auquel les investisseurs pouvaient transmettre leurs remarques. Nous avons ensuite rassemblé ces informations que nous avons transmises à la SAC qui procède actuellement à la compilation de tous les commentaires des parties prenantes. Le Brand and Retail Module (BRM) devrait être terminé en 2019.

Le Groupe de travail sur la transparence prépare la feuille de route pour 2020. Ce document permettra aux marques et aux fournisseurs de partager leurs résultats dans le cadre de leur démarche de développement durable. Dans le cadre de ce groupe de travail, Mirova et d'autres membres, dont des marques, des fournisseurs et des ONG, ont été invités à développer une stratégie de mobilisation des parties prenantes, avec des objectifs et événements de communication récurrents. Lors d'une réunion organisée en octobre, les différentes parties prenantes ont pu partager leurs objectifs en matière de transparence et ont fait part de leurs commentaires sur la façon dont la SAC pourrait les aider à les atteindre.

Parallèlement aux travaux menés avec la SAC, Mirova, en collaboration avec un autre investisseur, MN, a mobilisé 19 investisseurs représentant plus de 3 000 milliards d'euros d'actifs sous gestion et a rassemblé des recommandations pour signer une déclaration de soutien. Cette déclaration a été adressée à la Commission européenne, à « Dutch Agreement on Sustainable Garments and Textiles », à « German Partnership for Sustainable Textiles », et à « Sustainable Apparel Coalition ». Ce document soutenait les efforts concertés déployés pour harmoniser le cadre de contrôle préalable avec le « Guide OCDE sur le devoir de diligence applicable aux chaînes d'approvisionnement responsables dans le secteur de l'habillement et de la chaussure ». Cette déclaration a été bien accueillie par les organisations et devrait susciter de nouvelles collaborations en 2019.

Même si l'engagement au sein de la SAC est un aspect important, il est tout aussi fondamental que le lien avec les entreprises soit maintenu, afin de garantir l'adoption complète de l'indice Higg par les entreprises du textile. Les entreprises qui font déjà partie de la SAC sont ainsi encouragées à intégrer l'indice Higg dans la gestion de leur chaîne d'approvisionnement. Mirova encourage les entreprises qui ne seraient pas encore membres à rejoindre la SAC et à utiliser l'indice Higg en tant qu'outil principal.

“

Notre partenariat avec Mirova a été bénéfique, car ils nous ont présentés à la communauté des investisseurs - un groupe de parties prenantes du secteur qui, il y a quelques années encore, n'étaient pas dans notre radar. Nous apprécions grandement le soutien que Mirova a apporté, en particulier par la déclaration aux investisseurs publiée cette année. Nous nous réjouissons à l'idée de poursuivre notre collaboration avec Mirova dans le cadre d'une industrie du textile, de la chaussure et de l'habillement plus transparente et fondée sur des pratiques durables.

Baptiste Carriere-Pradal

Vice-président chargé de la transparence, Sustainable Apparel Coalition

EXPLOITATION DES RESSOURCES PÉTROLIÈRES EN ARCTIQUE



À l'échelle de l'histoire de l'exploration en mer, l'Arctique semble être le dernier territoire à conquérir pour les compagnies pétrolières. Cependant, cette région présente de nombreux obstacles à l'extraction pétrolière, tout particulièrement en haute mer où la prospection n'a pas encore commencé. Alors que la tendance est à une prise de risques accrue dans le choix des régions d'exploration, la probabilité statistique d'une éventuelle marée noire en Arctique est impossible à chiffrer, mais ses conséquences seraient certainement dramatiques. Dans le même temps, les contraintes réglementaires dans la région sont très élevées en raison de son extrême fragilité. L'ensemble de ces facteurs contribue à mettre en doute la faisabilité économique de tels projets. Pour les investisseurs, des questions majeures demeurent quant au niveau de risque.

Activités de l'engagement en 2018

Malgré la volatilité du prix du pétrole et les tensions géopolitiques entre les pays membres du Conseil de l'Arctique, nous sommes convaincus que l'évolution rapide des technologies de forage et la présence de ressources en abondance pourraient relancer l'intérêt pour le forage dans l'Arctique. En tant qu'investisseur responsable qui s'intéresse à la question de l'exploration des hydrocarbures offshore dans l'Arctique depuis 2014, nous pensons que l'exploration et la production pétrolières et gazières dans la région sont en contradiction avec les engagements climatiques que les pays, y compris les membres du Conseil de l'Arctique, ont pris dans l'Accord de Paris. Nous avons décidé de renforcer notre engagement au niveau de la politique en raison des efforts des membres du Conseil de l'Arctique pour améliorer la protection de la haute mer arctique grâce à des réglementations de pêche commerciale plus strictes, ainsi que des promesses de leurs leaders politiques à mieux protéger la région.

En 2018, Mirova a discuté avec les parties prenantes publiques et privées en France et en Europe, des options pour poursuivre l'engagement arctique. Nous avons ainsi rencontré des membres du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à Paris pour discuter de la feuille de route française pour l'Arctique et coordonner un engagement avec la Commission européenne. La France n'étant qu'un État observateur, nous avons constaté que sa capacité d'influence sur la feuille de route du Conseil de l'Arctique est assez limitée. Toutefois, nous continuerons de participer à tous les forums locaux existants pour protéger l'Arctique ainsi qu'aux initiatives d'engagement collaboratif proposées par d'autres investisseurs dans ce domaine, et nous suivons l'élaboration des politiques de protection dans le cadre du Conseil de l'Arctique.

Figure 18 : Processus d'engagement dans l'initiative « exploitation des ressources pétrolières en Arctique »



Source : Mirova ; 2018



En ce qui concerne les entreprises, l'Arctique a continué d'être un sujet d'engagement dans nos relations avec les grandes sociétés pétrolières et gazières, en particulier celles visées par notre initiative depuis 2014 : ENI, Repsol, Shell, BP, Equinor (anciennement Statoil) et ExxonMobil.

Depuis 2015, nous avons constaté une diminution de leurs activités offshore dans l'Arctique, due à des facteurs à la fois économiques et géopolitiques (prix du pétrole, augmentation des coûts d'investissement, sanctions contre la Russie, par exemple). Mais aucune ne s'est engagée à améliorer la transparence au-delà du niveau actuel, ni ne s'est engagée à un moratoire volontaire sur le forage pétrolier et gazier dans l'Arctique.

Total et Repsol partagent les fondamentaux de notre philosophie concernant la protection de la région et n'ont aucun plan ou intérêt dans l'exploration et la production pétrolières dans l'Arctique offshore, même si cela n'a pas été formalisé. Les deux entreprises ont encore des permis pour l'exploitation du gaz ou du pétrole onshore, qui n'est pas une de nos priorités d'engagement du fait d'un niveau de risques environnementaux moins élevé. Tout comme Shell, ces entreprises ont également amélioré leur transparence en fournissant des listes de leurs permis dans la région de l'Arctique. D'autres, comme ENI et BP, indiquent qu'elles pourraient être ultérieurement intéressées par l'exploration et la production dans l'Arctique. Elles sont convaincues d'avoir des capacités suffisantes de gestion des risques pour faire face à leurs impacts environnementaux et sociaux dans cette région très sensible, mais n'en ont fourni aucune preuve et n'ont que peu ou pas d'expérience. Compte tenu de la diversité des réponses, nous continuerons d'adapter l'engagement à chaque entreprise afin de favoriser un dialogue efficace sur la protection de l'Arctique offshore. Cependant, dû à la baisse de l'activité des grandes pétrolières dans la région, nous prévoyons de concentrer davantage notre engagement sur le secteur financier afin d'inciter les entreprises à cesser de financer ce type d'activités que ce soit par des investissements ou des prêts bancaires.

Requêtes introduites dans la déclaration d'investisseurs

Pour les décideurs politiques :

- Régions de haute mer arctique (pôle Nord) : création d'un moratoire illimité pour les activités de prospection d'hydrocarbures dans la zone de la haute mer arctique
- Souveraineté de l'Arctique : pour que les pays arctiques prennent compte des engagements nationaux de limitation du changement climatique avant de renouveler ou d'accorder des autorisations de prospection ; cadre commun à la région pour une meilleure protection des zones importantes sur le plan écologique, indépendamment de leur statut juridique dans le cadre d'une approche de précaution,
- Autorisations en cours : des normes opérationnelles de forage uniformes et plus strictes pour le reste de l'Arctique.

Pour les compagnies pétrolières et minières ciblées :

- Communiquer le nombre et le lieu des autorisations dont elles disposent, ainsi que les échéances
- Informer les investisseurs et les autres parties prenantes de leurs intentions quant à l'utilisation et l'éventuelle extension de ces autorisations
- S'engager à un moratorium de fait pour le forage en mer dans la banquise arctique.
- Éviter toute prospection d'hydrocarbure dans les autres régions de l'Arctique où les ZIEB ont été identifiées, indépendamment de leur statut juridique, dans le cadre d'une approche de précaution.

Figure 19 : Carte de l'Arctique avec les zones ciblées par la déclaration d'investisseurs Mirova



Source : Mirova, 2018



5. Autres engagements collaboratifs



Environnement



Social



Gouvernance



Access to Medicine Index (ATM)

Date de lancement :
2012

Zone géographique ciblée :
Monde

Classe d'actifs couverte :
Actions et taux

Participation :
Signataire

Organisation principale :
Access to Medicine Index

Contexte et objectifs

Coordonné par la Fondation Access to Medicine, l'indice ATM classe les efforts engagés par les entreprises pour améliorer l'accès aux soins dans les pays en développement. Financé par la fondation Bill & Melinda Gates et par les gouvernements britannique et néerlandais, l'indice est publié tous les deux ans depuis 2008. L'objet de la déclaration d'investisseurs est de réaffirmer l'importance de la question de l'accès aux médicaments, et d'encourager les sociétés pharmaceutiques à prendre en compte cette question dans le cadre de leur stratégie de croissance dans les pays en développement. En tant qu'investisseur responsable, Mirova accorde une grande importance à cette question lorsqu'elle sélectionne les entreprises dans lesquelles investir, et inclut les analyses de l'indice dans ses évaluations. Mirova travaille également en étroite collaboration avec l'équipe du projet afin d'améliorer sa méthodologie ; depuis le lancement de l'indice, nous avons demandé à la Fondation de l'élargir, elle inclut maintenant certains types de traitements contre le cancer et de vaccins.

Actions menées en 2018 et prochaines étapes

En 2018, Mirova a poursuivi son engagement avec Roche en tant qu'investisseur principal, à la suite de la lettre envoyée l'année précédente au nom de 47 investisseurs signataires pour les encourager à participer au questionnaire sur l'indice pour le classement 2018. Nous avons dialogué avec l'entreprise et insisté pour qu'elle participe au questionnaire, d'autant plus que Roche n'y avait pas participé en 2016. Suite à l'engagement des investisseurs et à la décision de la Fondation d'inclure les traitements contre le cancer dans le champ de l'enquête, l'entreprise a décidé d'y participer en 2018. En tant qu'investisseur principal, nous avons félicité la décision de Roche, et nous poursuivons notre dialogue avec elle afin d'améliorer l'action sur ce sujet crucial pour le secteur.



Access to Nutrition Index (ATNI)

Date de lancement :
2014

Zone géographique ciblée :
Monde

Classe d'actifs couverte :
Actions et taux

Participation :
Signataire

Organisation principale :
Access to Nutrition Index

Contexte et objectifs

Les entreprises qui appliquent des politiques et pratiques de nutrition robustes sont plus à même de réduire les risques liés au renforcement des réglementations dans l'industrie agroalimentaire et de rendre les habitudes des consommateurs plus saines. La Access to Nutrition Foundation a conclu que même si certaines entreprises ont pris des mesures positives depuis le dernier classement en 2013, les changements dans l'industrie agroalimentaire ne s'opèrent pas assez rapidement. Les bonnes politiques et pratiques de nutrition sont essentielles pour les entreprises du secteur et leur performance financière ainsi que pour leur durabilité à long terme. Le but de cet engagement est de déterminer avec les entreprises la manière dont elles peuvent intégrer les conclusions et recommandations de l'ATNI afin d'améliorer la performance de leurs pratiques en matière de nutrition.

Actions menées en 2018 et prochaines étapes

En 2018, l'ATNI Monde a été mis à jour avec certains changements, notamment en tenant compte du profil de produit de l'entreprise, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Le dialogue avec les entreprises se poursuit en tenant compte de la récente mise à jour de l'ATNI. Les progrès seront mesurés en fonction des performances par rapport à l'indice et continueront de pousser les entreprises ciblées à s'améliorer.



Courrier sur la reconnaissance faciale

Date de lancement :
2018

Zone géographique ciblée :
États-Unis

Classe d'actifs couverte :
Actions et taux

Participation :
Contributeur

Organisation principale :
Harrington Asset Management

Contexte et objectifs

Plusieurs médias d'information ont rapporté qu'Amazon a développé un système de reconnaissance faciale nommé Rekognition que l'entreprise vend aux organismes chargés de faire respecter la loi. Nous craignons qu'une telle technologie de surveillance gouvernementale ne constitue une menace pour la vie privée dans le pays.

Les faits récents concernant l'examen minutieux des pratiques de Facebook montrent à quel point ces nouveaux enjeux peuvent affaiblir la valeur de l'entreprise à mesure que les effets néfastes pour l'entreprise deviennent évidents. Bien que Rekognition puisse avoir pour but de renforcer certaines activités pour garantir la sécurité, nous sommes profondément préoccupés par le fait qu'elle puisse, à terme, porter atteinte aux droits civils et humains.

Actions menées en 2018 et prochaines étapes

Mirova a signé le courrier qui a été envoyé à M. Bezos, PDG d'Amazon, en juin 2018.



G Surutilisation des antibiotiques dans l'élevage

Date de lancement : 2016	Contexte et objectifs L'engagement sur la gestion des antibiotiques en est actuellement à sa troisième et dernière phase, soutenu par 74 investisseurs représentant 4,9 billions de dollars en actifs cumulés. Cet engagement est axé sur 20 entreprises mondiales de la restauration et du fast food. Nous demandons aux entreprises a) d'établir une politique globale sur les antibiotiques afin d'éliminer progressivement leur utilisation préventive et automatique dans toutes les chaînes d'approvisionnement du bétail, de la volaille, des fruits de mer, des produits laitiers et des œufs ; b) de définir des objectifs et des échéanciers clairs de mise en œuvre et c) d'accroître la transparence en rendant compte de leur intégration, y compris les mécanismes de mesure et de vérification de l'utilisation des antibiotiques dans les chaînes d'approvisionnement.	Actions menées en 2018 et prochaines étapes Les courriers d'engagement ont été envoyés aux entreprises à la mi-août 2018. L'initiative a enregistré un taux de réponse de 90 %, et des rencontres ont été organisées avec deux entreprises. Ces éléments serviront à rédiger le rapport d'information qui soulignera les progrès réalisés par les entreprises, notamment les pratiques exemplaires. Il sera publié en avril 2019 et les prochaines étapes seront déterminées selon ses résultats.
Zone géographique ciblée : Royaume-Uni et États-Unis		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Signataire		
Organisation principale : FAIRR Network		

E Forage dans le Refuge faunique national arctique

Date de lancement : 2018	Contexte et objectifs Les organismes de réglementation financière, analystes et d'autres experts ont appuyé l'importance de l'analyse des risques climatiques, faisant remarquer qu'avec un budget carbone conforme à une cible de 2 °C, il sera impossible d'utiliser la majorité des actifs fossiles. Par conséquent, tout investissement de capitaux afin d'exploiter le pétrole situé dans le refuge faunique national arctique serait une décision d'investissement irresponsable, à l'heure même où nous nous éloignons des combustibles fossiles. Cette initiative découle de la proposition de l'Administration américaine d'ouvrir le refuge faunique situé dans le nord-est de l'Alaska, zone autrefois vierge et protégée, à la prospection de combustibles fossiles. Préoccupés par la menace potentielle grave pour la biodiversité locale que les activités d'extraction pourraient représenter, les investisseurs se sont réunis pour envoyer une déclaration aux entreprises pétrolières et gazières.	Actions menées en 2018 et prochaines étapes Un courrier signé par des investisseurs représentant 2,5 millions d'actifs sous gestion a été envoyé aux sociétés pétrolières et gazières détenant des permis dans la région.
Zone géographique ciblée : Amérique du Nord		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Signataire		
Organisation principale : The Sierra Club		

G S Derrière les codes-barres

Date de lancement : 2018	Contexte et objectifs Oxfam a publié une déclaration d'investisseurs visant à soutenir leur engagement pour l'amélioration de la transparence et de la responsabilisation dans le secteur. Cette déclaration demande notamment aux entreprises d'améliorer la transparence de l'approvisionnement alimentaire, d'être plus conscientes et d'agir sur les risques de violations des droits de l'homme auquel font face les travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement des supermarchés, de garantir des conditions de travail sûres et l'égalité des chances pour les femmes, et de partager équitablement les revenus de l'industrie alimentaire avec tous les acteurs impliqués dans la production de nos aliments.	Actions menées en 2018 et prochaines étapes Le courrier a été rendu public sur le site web d'Oxfam. L'initiative durera trois ans et visera une entreprise spécifique à la fois. Au cours de sa première année, la campagne s'est concentrée sur WholeFood/Amazon, et en particulier sur l'approvisionnement responsable en fruits de mer et les questions de droits humains dans la chaîne d'approvisionnement.
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : Oxfam		



Climate Action 100+

Date de lancement :
2017

Zone géographique ciblée :
Monde

Classe d'actifs couverte :
Actions et taux

Participation :
Contributeur

Organisation principale :
AIGCC, Ceres, IGCC, IIGCC, PRI.

Contexte et objectifs

L'Action Climat 100+ a été lancée lors du Sommet One Planet et est soutenue par 225 investisseurs (pour un total de 26,3 billions de dollars en actifs sous gestion). Climate Action 100+ est soutenu et coordonné par cinq organisations partenaires : Asia Investor Group on Climate Change (AIGCC) ; Ceres ; Investor Group on Climate Change (IGCC) ; Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC) ; et Principles for Responsible Investment (PRI). Elle s'appuie sur l'engagement collaboratif des investisseurs initié depuis 2012 par les quatre organisations qui forment ensemble la Coalition mondiale des investisseurs sur le changement climatique. L'initiative vise à obtenir des engagements de la part des conseils d'administration et de la haute direction : 1) mettre en œuvre un cadre de gouvernance solide qui énonce clairement la responsabilité et la surveillance du conseil d'administration en ce qui concerne les risques et opportunités liés aux changements climatiques ; 2) agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre tout au long de leur chaîne de valeur, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris de limiter l'augmentation moyenne de la température mondiale bien en dessous de 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels ; 3) et fournir une meilleure divulgation de l'information conformément aux recommandations finales du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD) afin de permettre aux investisseurs d'évaluer la robustesse des plans d'affaires des entreprises par rapport à une série de scénarios climatiques.

Actions menées en 2018 et prochaines étapes

Nous avons continué de soutenir l'initiative signée en 2017, qui se focalisait sur différentes entreprises, et nous avons particulièrement continué l'engagement avec Renault, Airfrance et Engie. À l'avenir, l'initiative visera à établir un indice de référence pour faciliter l'utilisation par les investisseurs.



Courrier Facebook

Date de lancement :
2018

Zone géographique ciblée :
États-Unis

Classe d'actifs couverte :
Actions et taux

Participation :
Contributeur

Organisation principale :
OpenMic

Contexte et objectifs

À la lumière du scandale de Cambridge Analytica, une vaste coalition d'investisseurs, de groupes de défense de la justice raciale, des droits civiques, des droits de l'homme et de la vie privée, ainsi que des défenseurs de la technologie, ont appelé les actionnaires majoritaires de Facebook à faire pression sur la société pour établir une gouvernance d'entreprise adéquate sur les questions récurrentes concernant les droits civiques, politiques et à la vie privée.

Actions menées en 2018 et prochaines étapes

Mirova a adhéré à la vaste coalition de 78 signataires représentant plus de 60 milliards de dollars d'actifs sous gestion et continuera à suivre les pratiques de l'entreprise, notamment en matière de gestion de la confidentialité des données.



Soutien au Manifeste pour le Cerrado

Date de lancement :
2018

Zone géographique ciblée :
Brésil

Classe d'actifs couverte :
Actions et taux

Participation :
Contributeur

Organisation principale :
CERES et FAIRR

Contexte et objectifs

FAIRR s'est associé au comité de pilotage de la déclaration de soutien au Manifeste pour le Cerrado, comme Unilever et Tesco, pour renforcer le soutien des investisseurs au Manifeste. Publié en septembre 2017 par plus de 60 ONG brésiliennes, dont WWF-Brésil, et Greenpeace Brésil, le Manifeste pour le Cerrado est un appel à « une action immédiate en faveur du Cerrado par les entreprises qui achètent du soja et de la viande au sein du biome, ainsi que par les investisseurs actifs dans ces secteurs. » En octobre 2017, 23 marques mondiales ont signé la Déclaration de soutien (Statement of Support, « SoS ») pour les objectifs du Manifeste pour le Cerrado. La déclaration reconnaissait la nécessité de prévenir la déforestation dans le Cerrado afin d'atténuer les risques futurs associés au changement climatique et à la résilience agricole dans cette importante région de production agricole. De plus, les signataires de la Déclaration se sont engagés à collaborer avec les intervenants locaux et internationaux pour atteindre cet objectif. Depuis son lancement, plus de 130 marques mondiales se sont engagées pour soutenir les objectifs du Manifeste.

Actions menées en 2018 et prochaines étapes

En 2018, davantage d'entreprises ont signé la SoS et des partenariats ont été établis avec des parties prenantes, comme le GTC (Groupe de Travail du Cerrado) et Chinese Meat Association. Plusieurs axes et cadres en sont à leur phase finale de rédaction, comme une théorie du changement vers zéro déforestation, une feuille de route pour sa mise en œuvre et un document sur les attentes des investisseurs.

En 2019, la phase finale, qui comprend la mise en œuvre de ces initiatives, est prévue, en partie sous l'impulsion des investisseurs qui engagent des dialogues avec les entreprises et les parties prenantes.



E

Investor Decarbonization Initiative

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2018 et prochaines étapes
2018	Suite à l'engagement général dans le cadre de l'initiative RE100 en 2017, l'Investor Decarbonization Initiative part du principe qu'avec la ratification de l'Accord de Paris, les recommandations de la TCFD et l'examen de plus en plus minutieux des investisseurs institutionnels, les entreprises font face à des pressions croissantes pour répondre aux risques climatiques. Les changements technologiques et réglementaires offrent également de nouvelles opportunités de croissances en lien avec le climat. L'initiative vise ainsi à obtenir des entreprises qu'elles s'engagent à : 1) déterminer des objectifs fondés sur une analyse scientifique conforme aux attentes de l'Accord de Paris ; 2) cibler des performances énergétique complémentaires pour soutenir l'élaboration et la réalisation de ces objectifs ; 3) établir un programme d'engagement clair et unifié pour inciter des actions de décarbonation significatives ; 4) concevoir un mécanisme permettant aux investisseurs de contribuer aux Objectifs de développement durable 7 (Énergie propre et abordable) et 13 (Action pour le climat).	En 2018, des courriers ont été envoyés à 17 entreprises, et d'autres seront bientôt contactées.
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : ShareAction		

E

Déclaration d'investisseurs aux sociétés pétrolières et gazières sur le changement climatique

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2018 et prochaines étapes
2018	À la suite de l'accord de Paris, 60 investisseurs représentant plus de 10 billions de dollars d'actifs sous gestion ont signé une déclaration d'investisseurs destinée à l'industrie pétrolière et gazière (O&G) afin que les entreprises du secteur clarifient comment elles envisagent leur avenir dans un monde à faible intensité carbone. Cela implique de prendre des engagements concrets pour réduire sensiblement les émissions de carbone, évaluer l'impact des émissions résultant de l'utilisation de leurs produits, et expliquer comment les investissements effectués aujourd'hui dans les sources et les technologies énergétiques sont conformes et compatibles avec une progression vers les objectifs de l'Accord de Paris. En outre, les investisseurs ont exhorté les décideurs politiques à prendre des mesures collectives plus claires sur la mise en œuvre d'une réglementation qui soutiendra les investissements nécessaires dans les technologies à faibles émissions de carbone.	La déclaration a été publiée dans le Financial Times en mai 2018.
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : Newton IM		

S

Déclaration d'investisseurs contre la violence liée aux armes à feu aux États-Unis

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2018 et prochaines étapes
2018	Conformément à notre politique, qui exclut certains types de fabricants d'armes (armes à sous-munitions), et en tant qu'investisseur responsable, nous avons soutenu nos homologues nord-américains dans leur demande pour plus responsabilité de la part des fabricants et vendeurs d'armes à feu. À la suite des dernières fusillades de masse aux États-Unis, où des armes d'assaut semi-automatiques ont été utilisées, le débat politique sur la violence liée aux armes à feu dans le pays a de nouveau fait rage. À la lumière de ces événements et du renouveau de l'attention que portent les investisseurs à ce sujet, il est selon nous propre à notre politique d'acteur responsable, d'exiger une responsabilité accrue du secteur.	Mirova a signé la déclaration d'investisseurs appelant les fabricants d'armes à feu, les vendeurs/distributeurs et les entreprises ayant des liens financiers avec ces industries, à revoir leurs activités, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs politiques, et à prendre des mesures concrètes pour assurer la sécurité de tous.
Zone géographique ciblée : États-Unis		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : ICCR		

E

Lettre ouverte sur le climat aux entreprises d'électricité

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2018 et prochaines étapes
2018	Suite à la lettre envoyée aux sociétés pétrolières et gazières concernant leur stratégie de lutte contre les changements climatiques, l'IIGCC a décidé d'adopter la même posture pour le secteur de la fourniture d'électricité, suite à l'annonce d'une nouvelle politique européenne selon laquelle la Commission européenne vise à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.	Mirova a signé la lettre que l'IIGCC a utilisée comme document de référence pour la mise en place des engagements ayant lieu dans le cadre de l'Action Climat 100+, dont Mirova est signataire, en Europe et ailleurs.
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : IIGCC		

S

Congé parental

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2018 et prochaines étapes
2018	L'engagement des investisseurs vise les entreprises qui n'examinent pas, ne divulguent pas et n'améliorent pas leur politique de congé parental payé. De plus en plus de grandes entreprises prennent enfin des mesures pour répondre aux demandes des employés, ainsi qu'aux pressions exercées par les investisseurs, notamment les résolutions proposées par les actionnaires exhortant les entreprises à y répondre. Par conséquent, la déclaration exige des entreprises un effort supplémentaire pour adopter de meilleures pratiques et mettre en place les dispositifs adéquats.	La coalition des investisseurs, représentant 130 milliards de dollars, a envoyé la déclaration et s'est rapprochée des entreprises.
Zone géographique ciblée : États-Unis		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : Zevin AM		

E

S

Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO)

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2018 et prochaines étapes
2018	En 2015, de nombreuses organisations appuyaient une lettre — soutenue par des investisseurs mondiaux — exhortant la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) à mettre en œuvre des normes contre la déforestation, la plantation dans la tourbe, et l'exploitation de la forêt. Bien que la RSPO ait fait des progrès, il lui manque toujours des normes claires et applicables qui assurent la durabilité du secteur. En 2018, les « Principes et critères » (P&C) de la RSPO ont été soumis à un examen officiel pour la première fois depuis 2013, et leur prochain examen officiel est prévu en 2023. L'initiative Ceres a coordonné une déclaration d'investisseurs afin de combler les lacunes restantes des P&C proposée et de préconiser de solides pratiques d'audit et d'application pour s'assurer qu'ils soient mis en pratique comme prévu.	Deux lettres ont été signées afin de combler les lacunes restantes et de préconiser de solides pratiques d'audit et d'application. Ceres a contribué au processus visant à assurer la mise en œuvre des P&C de la RSPO.
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : Ceres		



Protéines durables

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2018 et prochaines étapes
2016	L'engagement sur les protéines durables est actuellement dans sa troisième phase, soutenu par 74 investisseurs représentant 5,3 billions de dollars en actifs cumulés. Cet engagement est axé sur les fabricants et les revendeurs, et au cours de cette phase, a été élargi à 25 entreprises. L'initiative demande aux entreprises de divulguer de l'information en ce qui concerne a) la stratégie de l'entreprise et b) le suivi et la production de rapports sur la diversification des protéines, en mettant l'accent sur la façon dont l'entreprise s'alignera sur un scénario de 2 °C, conformément aux recommandations du TCFD.	Les courriers d'engagement ont été envoyés à 25 entreprises ciblées à la mi-août 2018. Parmi elles, 22 ont répondu par écrit (taux de réponse de 88 %). En outre, 9 réunions avec des entreprises ont été organisées pour discuter plus en détail de leurs réponses et de leur approche de la diversification des protéines.
Statut : Ouvert		
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Signataire		
Organisation principale : FAIRR Network		



WDI - Workforce Disclosure Initiative - phase 2

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2018 et prochaines étapes
2017	Le Worker Disclosure Initiative (WDI) est un projet modélisé par le Carbon Disclosure Project qui vise à rendre disponible des informations comparables sur la façon dont les entreprises traitent leur main-d'œuvre (à la fois directement et tout au long de leur chaîne d'approvisionnement). L'objectif principal est que les sociétés ciblées améliorent ces informations chaque année afin de permettre aux investisseurs de les utiliser dans leur processus d'investissement. Les thèmes à couvrir sont les suivants : la composition de la main-d'œuvre, son développement, son engagement et son maintien. Le WDI est financé par le Department for International Development (DfID), l'équivalent britannique de l'AFD française.	En 2018, des courriers ont été envoyés pour encourager les entreprises à utiliser la plateforme de divulgation de l'Initiative.
Zone géographique ciblée : Royaume-Uni et Europe		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Signataire		
Organisation principale : Share Action		



6. Initiatives d'engagement dans le cadre de la plateforme PRI

G

Corporate Tax Responsibility

Date de lancement : 2017	Contexte et objectifs Les politiques d'optimisation fiscale des entreprises peuvent représenter une perte importante pour les pays et leur population, et peuvent également avoir des répercussions négatives sur les finances et la réputation des entreprises. Une plus grande transparence des entreprises dans des domaines tels que la politique fiscale, la gouvernance et l'information financière aiderait les investisseurs à mieux identifier ces risques. L'élan grandissant en faveur de réformes fiscales dans toutes les administrations publiques offre une excellente occasion d'amorcer un engagement collaboratif pour une fiscalité plus responsable de la part des entreprises. Cet engagement donnera aux investisseurs l'occasion de s'engager auprès de sociétés présentant un risque important afin d'améliorer leur divulgation de l'impôt sur les sociétés, d'encourager l'élaboration de stratégies fiscales responsables ainsi que leur mise en œuvre adaptée.	Actions menées en 2018 et prochaines étapes L'engagement collaboratif a été lancé à la fin 2017. En 2018, Mirova a participé à plusieurs appels avec des entreprises ciblées, notamment Sanofi et Novartis, où nous avons codirigé l'engagement. D'autres engagements auront également lieu en 2019.
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Nombre d'engagements en tant qu'investisseur associé : 2		

E

Groupe de travail des investisseurs sur le bétail et le soja durables

Date de lancement : 2017	Contexte et objectifs Connue auparavant sous le nom de « Déforestation, bétail et soja » (Deforestation in Cattle and Soy), l'initiative a débuté à la suite d'une déclaration d'investisseurs en 2017 mettant en lumière les principaux risques liés à la déforestation causée par l'élevage dans les chaînes d'approvisionnement. La déforestation provoquée par les activités agricoles est une source importante des émissions de GES du secteur, la production de soja étant la seconde matière première agricole responsable de la déforestation tropicale. À l'échelle mondiale, plus d'un million de kilomètres carrés sont maintenant consacrés à la culture du soja. Bien que nous soyons conscients du rôle important que jouent l'agriculture et la production de soja dans le développement économique et les revenus des agriculteurs, nous craignons également que les problèmes environnementaux et sociaux associés à la production non durable de soja n'aient des répercussions importantes sur les entreprises qui y ont recours. Nous attendons des entreprises qu'elles démontrent leur engagement à éliminer la déforestation tout au long de leur chaîne d'approvisionnement en soja et en bétail.	Actions menées en 2018 et prochaines étapes Sur le nombre initial d'entreprises ciblées, seulement 18 ont reçu la lettre d'engagement et 17 y ont répondu. Des rencontres avec 15 entreprises ont eu lieu tout au long de l'année. Elles ont reconnu la nécessité de renforcer leurs pratiques dans leurs chaînes d'approvisionnement en soja afin d'éliminer complètement la déforestation. Cependant, les actions entreprises sont encore insuffisantes.
Statut : Fermé		
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : Ceres & PRI		

E

Risques liés à l'eau dans les chaînes d'approvisionnement agricoles

Date de lancement : 2018	Contexte et objectifs En 2014 a été lancée la première phase de l'engagement consacré aux risques liés à l'eau dans la chaîne d'approvisionnement agricole. Ses objectifs étaient d'améliorer la divulgation des risques hydriques touchant ces chaînes de valeurs et d'améliorer les pratiques de gestion des risques dans ces filières. L'engagement a pris fin en 2017, avec la publication d'un indice de référence. À la suite de cet engagement, 84 % des entreprises se sont engagées à améliorer leur communication sur la gestion de tels risques dans leurs chaînes d'approvisionnement. Néanmoins, ces entreprises peuvent encore s'améliorer.	Actions menées en 2018 et prochaines étapes La deuxième phase de cet engagement se concentre sur la réduction des écarts entre les entreprises les moins avancées et les plus vertueuses. Celles du secteur de l'agroalimentaire, des boissons, de l'habillement, de la vente au détail et des produits agricoles seront encouragées à définir et à mettre en œuvre des mesures d'atténuation appropriées, et à divulguer leur exposition à ces risques dans leurs chaînes d'approvisionnement agricoles. Une évaluation provisoire des réponses des entreprises aura lieu en 2019.
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		

IV. Plaidoyer

1. Synthèse et chiffres clés

Le plaidoyer est mis en œuvre pour promouvoir notre vision au sein du marché de l'investissement responsable. Nous dialoguons avec les régulateurs nationaux et internationaux ainsi qu'avec différents organes professionnels, afin de favoriser l'émergence de réglementations et normes spécifiques favorables à la finance durable.

OBJECTIFS

Mirova cherche à promouvoir le développement et la structuration d'un marché de la finance durable qui répond aux besoins de l'économie. Plus spécifiquement, Mirova :

- **Donne** aux investisseurs les moyens d'identifier les besoins d'investissement durable,
- **Lève** les barrières et structure les outils pour permettre le développement d'un marché de l'investissement durable, et
- **Renforce** l'investissement durable au sein du secteur financier.

L'APPROCHE MIROVA

1. Développement de la finance durable

- Membre du Groupe d'experts à haut niveau sur la finance durable (HLEG) de la Commission européenne, participation active à ses travaux et à l'élaboration de ses rapports intérimaires et finaux ;
- Présidence de Finance for Tomorrow, l'Initiative « Green & Sustainable Finance » de Paris Europlace à l'origine du Climate Finance Day ; participation à ses travaux ;
- Soutien à la recherche universitaire et soutien financier apporté à la chaire Énergie et Prospérité.

2. Publication d'articles

- Projet de publication pour Finance for Tomorrow visant à expliquer les enjeux du rapport intérimaire du HLEG

3. Soutien en faveur de l'action pour le climat et de la divulgation des aspects liés au climat

- Participation à des consultations publiques, par exemple celle du groupe de travail sur la transparence financière climatique (TCFD)
- Soutien apporté à plusieurs déclarations et courriers d'investisseurs en faveur d'une augmentation des actions pour le climat et des lignes directrices du TCFD, transmis aux :
 - Pays du G7 et du G20
 - Ministères de l'Environnement des États membres de l'UE
 - Président des États-Unis
 - Dirigeants mondiaux

“29 forums et
associations du secteur

“6 partenariats et
collaborations

2. Plaidoyer au sein de Mirova

À la pointe du marché européen de l'investissement responsable, Mirova s'emploie à développer la finance durable ainsi qu'un marché solide de l'investissement responsable au moyen de ses actions de lobbying et de plaidoyer. L'approche de Mirova en matière d'engagement vis-à-vis des régulateurs s'explique par sa philosophie d'investissement, qui encourage des engagements fermes visant à associer création de valeur économique, environnementale et sociale. L'objectif premier du plaidoyer de Mirova est de contribuer au développement d'une industrie financière durable avec un impact positif sur l'environnement et sur notre société

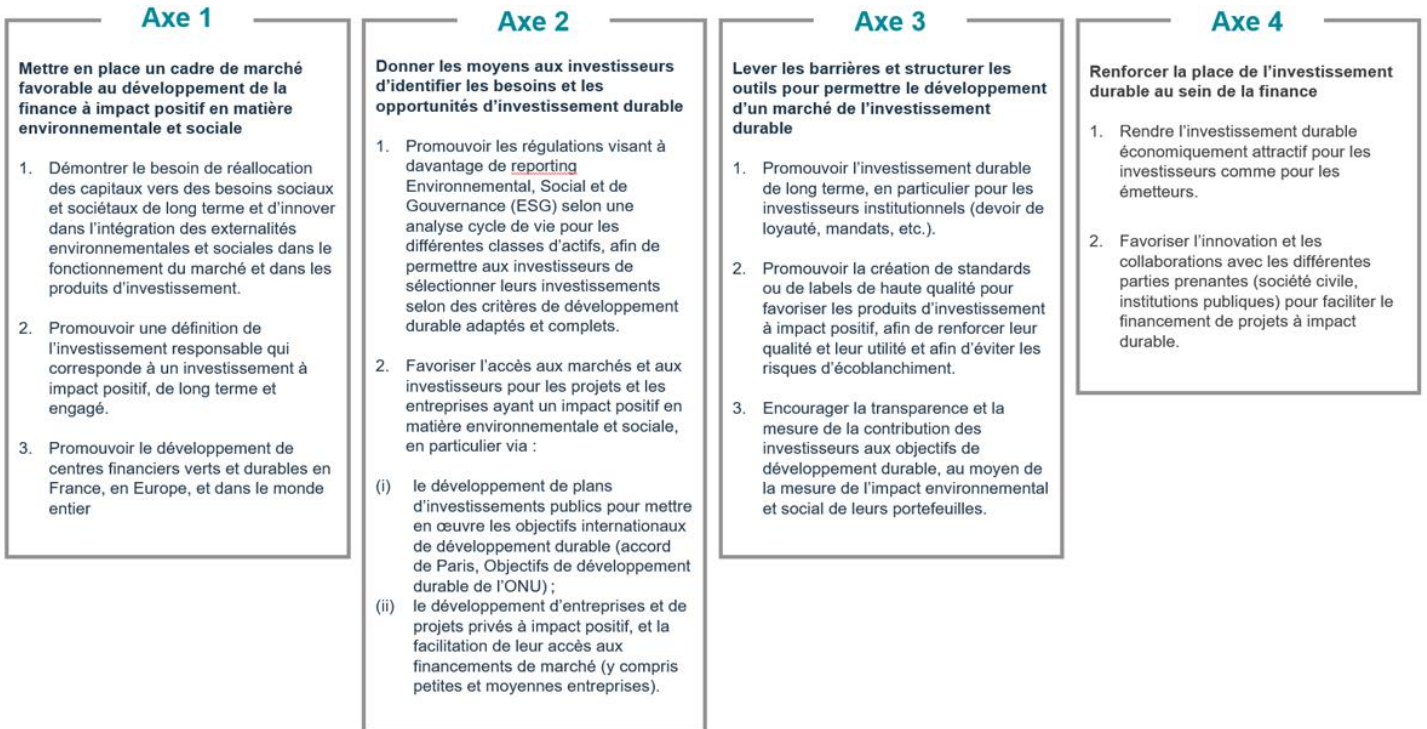
Depuis 2016, Mirova a développé une stratégie de plaidoyer adaptée à sa politique d'investissement responsable et visant à promouvoir un environnement réglementaire et de marché propice au développement de la finance durable.

Elle s'appuie sur différents outils :

1. La rédaction ou la contribution à des publications spécialisées et à des rapports publics, les échanges directs avec les autorités publiques et les contributions aux réflexions aux niveaux français, européen et international (réponse aux consultations publiques, participation aux groupes de travail, etc.) et
2. Le soutien aux organisations professionnelles de l'investissement responsable et leurs objectifs ainsi qu'à la recherche universitaire.

Mirova publie ses objectifs en matière de plaidoyer ainsi que le contenu de ses réponses aux consultations publiques sur son site internet. Mirova est également inscrite au Registre de la Transparence de l'Union européenne et depuis 2017 sur le nouveau Registre.

Figure 20 : Objectifs du plaidoyer au sein de Mirova



Source : Mirova, 2018

3. Déclarations des investisseurs signées en 2018



Environnement



Social



Gouvernance



Une transition juste : intégrer les dimensions sociales dans l'action d'investissement

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2018
2018	L'Accord de Paris reconnaît que la transition doit être rapide et équitable. Les faits montrent que le passage à une économie résiliente et à faible intensité carbone stimulera la prospérité et sera un moteur net de création d'emplois. Toutefois, cette transition sera source de défis pour les travailleurs, les collectivités et les pays à mesure que ce changement se produira.	Déclaration soutenue/signée
Zone géographique ciblée : Monde		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : Principes pour l'Investissement Responsable (PRI)	Pour y remédier, les stratégies des investisseurs pour faire face à la menace croissante du changement climatique doivent intégrer tous les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de l'investissement responsable. En tant que fiduciaires, les investisseurs peuvent apporter une contribution importante à la réalisation d'une transition juste, en tant que gestionnaires d'actifs, répartiteurs de capitaux et voix influentes dans les politiques publiques. Pour les investisseurs, la transition équitable fournit le cadre pour relier l'action climatique à la croissance inclusive et au développement durable.	
	La transition équitable est un nouveau programme pour les investisseurs. La tâche des investisseurs est d'élaborer leur propre plan d'action en fonction des domaines décrits dans le présent guide. Une façon de commencer ce processus est de signer une déclaration d'investisseurs pour accompagner une transition équitable qui a été préparée par les Principes pour l'investissement responsable (PRI).	



Déclaration d'investisseurs CDP aux décideurs politiques de l'UE sur l'avenir du reporting des entreprises

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Activités et prochaines étapes
2018	Le plan d'action de la Commission européenne intitulé « Financer la croissance durable » constitue une étape importante vers la promotion des flux de capitaux privés vers des investissements durables et donc vers des entreprises durables et un système financier résilient à long terme. Cette déclaration d'investisseurs CDP appelle les décideurs politiques de l'UE à mettre en œuvre un cadre de reporting adapté aux besoins d'information des investisseurs, en abordant les questions suivantes :	La déclaration d'investisseurs a été signée et envoyée aux responsables et aux législateurs de l'UE afin de soutenir leur travail dans la mise en œuvre d'un plan d'action financier cohérent et durable.
Zone géographique ciblée : Monde		
Cible : Responsables et législateurs de l'UE		
Participation : Contributeur	<ul style="list-style-type: none"> - Atténuer le risque financier - Créer des règles du jeu équitables dans l'UE - Normaliser les paramètres propres au secteur - Cohérence des politiques entre les obligations des investisseurs et les reportings 	
Organisation principale : CDP		



Déclaration d'investisseurs à la Commission européenne sur la mobilité électronique et les énergies renouvelables

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Activités et prochaines étapes
2018	Le budget de l'UE devrait aider à construire les infrastructures nécessaires pour que les secteurs de l'énergie et des transports soient plus propres, en déplaçant les investissements dans les projets de transport à haute teneur en carbone vers des activités sans carbone. Soutenir des systèmes de transport et d'énergie plus propres et plus intelligents améliorera l'efficacité des deux secteurs tout en faisant de l'Europe un endroit plus sain où vivre, encourageant son leadership industriel dans les technologies propres et créant des emplois locaux et spécialisés. Cela aidera les entreprises européennes à mener l'innovation en élaborant de nouveaux modèles commerciaux compétitifs et prêts pour l'avenir.	Mirova a participé à la rédaction d'une lettre commune qui appelle à davantage d'investissements de l'UE là où ils sont nécessaires, notamment en termes de mobilité zéro-émission et d'énergie renouvelable dans le réseau électrique européen.
Zone géographique ciblée : UE		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : Commission européenne		



E

Déclaration d'investisseurs aux gouvernements sur le changement climatique

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Activités et prochaines étapes
2014	Le réchauffement climatique augmentera la probabilité et l'intensité des catastrophes naturelles, et menacera les investissements et les citoyens. Le renforcement de la confiance des investisseurs est nécessaire pour investir davantage dans l'économie à faible intensité carbone afin de maintenir le réchauffement de la planète à moins de 2 °C par rapport au niveau préindustriel.	En 2018, plus de 300 investisseurs institutionnels ont signé et envoyé des lettres.
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur	L'initiative, lancée en 2014, vise à inciter les pays à mettre en œuvre des mesures pour réaliser leurs contributions au niveau national. Il est également demandé aux gouvernements d'élaborer des plans détaillés et ciblés à long terme sur les changements climatiques afin de les aligner sur l'objectif de l'Accord de Paris.	
Organisation principale : The Investor Agenda		

E

Déclaration de soutien d'investisseurs en faveur d'une économie à faibles émissions de carbone

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Activités et prochaines étapes
2018	La déclaration de soutien d'investisseurs en faveur d'une économie à faible intensité carbone, vise à promouvoir le développement de la résilience des projets d'infrastructure et d'immobilisations face au changement climatique, et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment au moyen d'obligations vertes, le cas échéant. L'objectif est de faire comprendre que le risque climatique est important lors de l'élaboration et du financement de projets d'immobilisations à long terme. Les signataires de la déclaration sont convaincus que les obligations vertes et les autres catégories d'actifs verts représentent une occasion de placement pour remplir notre obligation fiduciaire envers les clients et les bénéficiaires, d'une manière responsable et durable. Les signataires renouvellent leur soutien au développement continu du marché et continueront d'investir dans des obligations vertes lorsqu'elles sont conformes aux objectifs d'investissement.	La déclaration d'investisseurs a été publiée lors du Global Climate Action Summit.
Zone géographique ciblée : Monde		
Classe d'actifs couverte : Taux		
Organisation principale : Ceres		

S

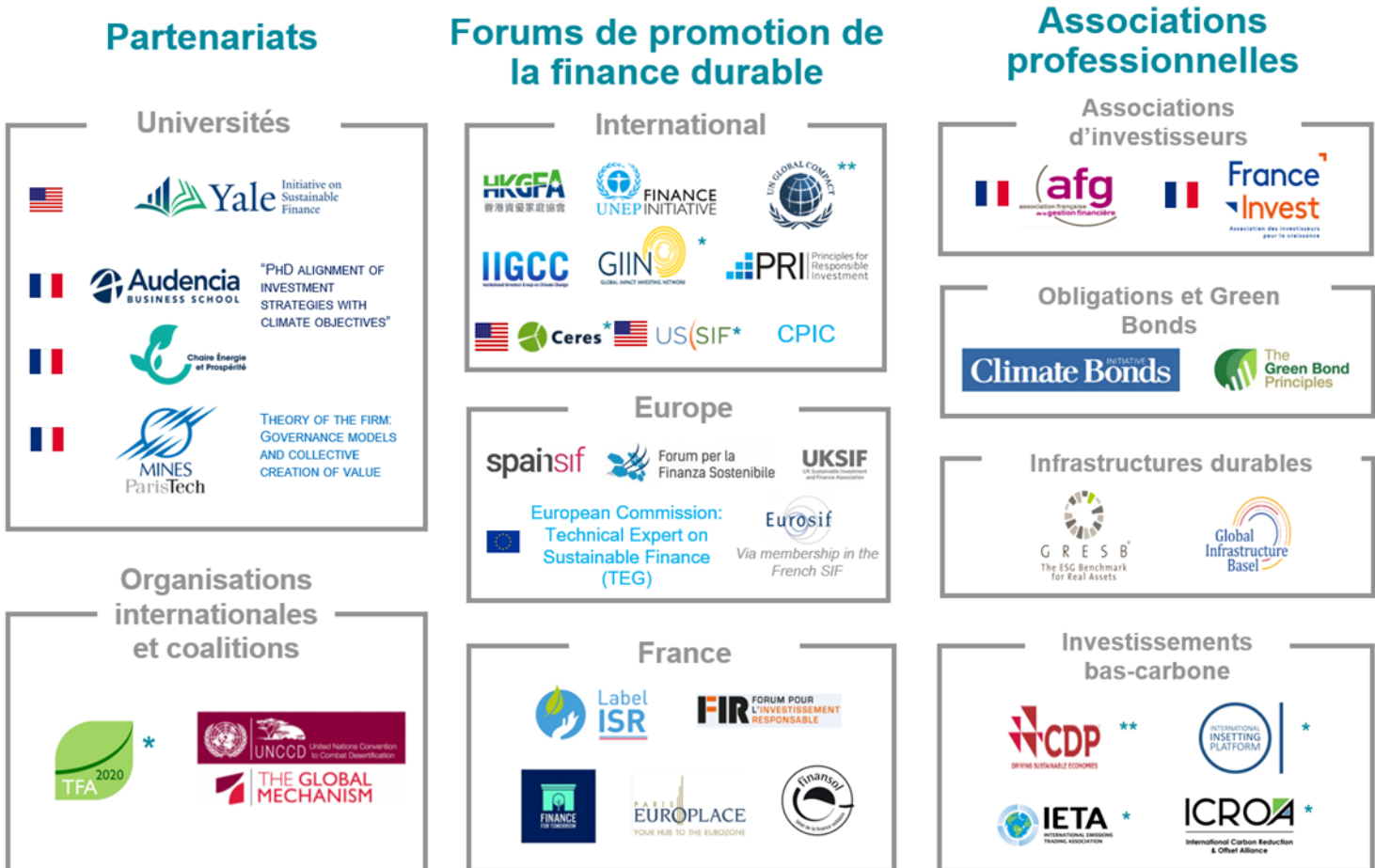
Déclaration d'investisseurs sur la législation concernant l'esclavage moderne dans la chaîne d'approvisionnement au Canada

Date de lancement :	Contexte et objectifs	Activités et prochaines étapes
2018	Plusieurs controverses entourant les violations des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises ont fait naître le besoin urgent de les traiter. La transparence et la divulgation constituent une étape importante vers une chaîne d'approvisionnement plus durable. Pour s'assurer que toutes les entreprises tiennent dûment compte de ces questions et mettent en place les mesures appropriées, les gouvernements ont adopté des lois contraignantes pour les entreprises : l'acte sur l'esclavage moderne au Royaume-Uni, la loi française sur le devoir de vigilance, la loi néerlandaise sur le contrôle préalable en matière de travail des enfants et la loi californienne sur la transparence de la chaîne d'approvisionnement. L'objectif de cette déclaration est de demander au gouvernement du Canada d'adopter un mandat de contrôle préalable en matière d'approvisionnement au cours de son mandat actuel.	La déclaration d'investisseurs a été publiée.
Statut : Fermé		
Classe d'actifs couverte : Actions et taux		
Participation : Contributeur		
Organisation principale : Share Canada		

4. Engagement avec la communauté financière

Mirova participe aux travaux et réflexions de différentes organisations internationales et professionnelles.

Figure 21 : Actions d'engagement auprès des organisations internationales et professionnelles



Source : Mirova, 2018



Figure 22 : Collaborations avec des associations et forums

FORA D'INVESTISSEMENT DURABLE INTERNATIONAUX	
CERES	Membre du CERES (Coalition for Environmentally Responsible Economies) et du INCR (Investor Network on Climate Risk). Le CERES est une organisation mondiale qui vise à inciter les entreprises agir sur le changement climatique. Le INCR est un groupe de 120 investisseurs institutionnels qui luttent contre le changement climatique en investissant dans des opportunités bas-carbone.
IIGCC	Membre du Groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique, un forum de collaboration sur le changement climatique qui réunit plus de 120 investisseurs institutionnels.
PRI	Signataire des Principes pour l'investissement responsable, qui visent à promouvoir les pratiques de l'investissement responsable à l'échelle internationale. Mirova s'engage à respecter et garantir les six principes pour l'investissement responsable. Les organisations signataires ont l'obligation de répondre au questionnaire tous les ans et de publier un rapport de suivi. Mirova est aussi membre du « Comité de pilotage des droits humains », et participe également à d'autres engagements collaboratifs dans le cadre des PRI.
UNEP FI	Membre du comité d'investissement de l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP FI), Mirova participe au groupe de travail et au comité de pilotage pour une « Finance à impact positif »
UN Global Compact	Le Pacte mondial de l'ONU est une initiative qui encourage les entreprises à mettre en œuvre des pratiques durables et socialement responsables, ainsi qu'à rendre compte de leur mise en œuvre. L'initiative est la plus importante du genre avec ses 13 000 membres répartis dans 170 pays, dont Mirova est signataire par l'intermédiaire de Natixis.
Hong Kong Green Finance Association	La HKGFA apporte l'expertise des institutions financières et des entreprises vertes de Hong Kong.
CPIC	La CPIC est une coalition d'acteurs du secteur privé et d'ONG qui cherche à résoudre le problème du manque d'investissements dans les efforts de conservation, en identifiant les investissements possibles dans ce domaine.
GIIN	Athelia est membre du Global Impact Investing Network, qui cherche à promouvoir la finance d'impact au niveau international.
SIF US	Membre du US SIF (Forum for Sustainable and Responsible Investment), association professionnelle qui prône le développement de l'investissement durable et responsable pour toutes les classes d'actifs aux États-Unis.
FORA D'INVESTISSEMENT DURABLE EUROPEEN	
Technical Expert on Sustainable Finance (TEG)	Suite à la contribution de Philippe Zaouati au groupe d'experts de haut niveau de l'UE sur la finance durable, la Commission européenne a publié son plan d'action sur la finance durable. Dans le cadre de sa mise en œuvre, Mirova a de nouveau été sélectionnée par son expert Manuel Coeslier, gestionnaire de portefeuille, pour contribuer au groupe d'experts techniques (TEG) de la Commission européenne sur la finance durable, afin d'aider à définir les caractéristiques des références à faible émission de carbone.
EUROSIF	Le responsable politique et plaidoyer de Mirova représente le Forum français de l'investissement social auprès du conseil d'administration de l'EUROSIF.
SIF espagnol	Spainsif est une association qui a pour but de promouvoir l'investissement durable et responsable en Espagne, dont la mission principale est de d'inciter l'intégration de critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance dans les politiques d'investissement. Mirova fait partie des 69 membres de cette association.
SIF italien	Le Forum italien de l'investissement durable a pour mission de promouvoir la prise de conscience et les stratégies liées aux investissements durables, dans le but d'encourager l'intégration de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les produits et processus financiers. Mirova est membre de cette association.
UK SIF	UK SIF est une association qui a pour but de promouvoir des services financiers durables et responsables. Mirova est membre de cette association.
FORA D'INVESTISSEMENT DURABLE Français	
Comité du Label ISR	Le label ISR est un label français qui permet aux épargnants et aux investisseurs d'avoir un niveau élevé de clarté sur les fonds d'investissement socialement responsables. Un comité a été créé afin d'assurer le bon fonctionnement du label et de son développement.
Paris EUROPLACE	Paris Europlace est une association française dont l'objectif est de promouvoir et développer Paris en tant que centre financier international. Dans le cadre de la "Paris Green and Sustainable Finance Initiative", le groupe s'emploie activement à promouvoir le développement de la finance durable en France.
Finance for Tomorrow	Membre de Paris Europlace (par l'intermédiaire de Natixis AM), association qui fait la promotion et soutient le développement de la place financière de Paris. Mirova a participé activement au développement de Finance for Tomorrow, l'Initiative Finance Verte et Durable de la Place de Paris lancée en mai 2016 et présidée aujourd'hui par Mirova. Mirova a également participé par le passé aux groupes de travail de Paris Europlace sur les obligations vertes et les infrastructures.
FRI	Membre du Forum français de l'investissement responsable (FIR). Le FIR a lancé l'initiative CorDial à laquelle Mirova participe. Il s'agit d'une plate-forme de dialogue avec les entreprises sur les questions de développement durable et de responsabilité sociétale des entreprises. Mirova participe également au Conseil d'administration du FIR en tant que membre et vice-président.
FINANSOL	Finansol est une association qui œuvre pour la promotion, la défense et l'analyse de la finance solidaire en France.
OBLIGATIONS VERTES	
ICMA - GBP	Mirova est membre de l'ICMA-Green Bonds Principles, qui cherche à créer des standards uniformes pour le marché des obligations vertes, notamment par la transparence et la communication d'informations. Mirova est membre du Conseil d'administration et du Comité exécutif du groupe, et participe aux groupes de travail sur le reporting d'impact, l'éligibilité des projets verts, les obligations sociales et les labels.
CBI	Mirova est membre de la Climate Bonds Initiative, association de développement du marché des obligations vertes afin de réduire le coût en fonds propres des projets luttant contre le changement climatique.
INFRASTRUCTURES DURABLES	
GISB	Membre du Global Infrastructure Sustainability Benchmark, qui vise à harmoniser les outils et méthodes afin de comparer les pratiques ESG dans les investissements d'infrastructure.
GRESB	Membre du Global Real Estate Sustainability Benchmark, un organisme international qui fournit des données extraradiantielles à ses membres pour une évaluation adéquate des actifs immobiliers et d'infrastructure.
ASSOCIATIONS D'INVESTISSEURS	
AFG	L'Association française de la gestion financière regroupe et assure la promotion de l'industrie française de la gestion d'actifs. L'association se consacre également à la promotion des enjeux ESG par les travaux de comités dédiés, dont Mirova est membre.
AFIC	Membre de l'Association française des investisseurs pour la croissance, un groupe qui rassemble les gestionnaires d'actifs français. Les membres de l'AFIC s'impliquent activement dans le financement de la croissance locale en France en investissant dans les PME.
INVESTISSEMENTS BAS-CARBON	
CDP	Signataire du CDP (Carbon disclosure project) par l'intermédiaire de Natixis. Cette organisation cherche à améliorer la qualité de la transparence des informations sur le carbone et le climat transmises par les émetteurs.
IETA	L'International Emissions Trading Association (IETA) est une association commerciale sans but lucratif, créée en 1999 pour desservir les entreprises qui s'engagent à trouver des solutions du marché pour lutter contre le changement climatique. Mirova est membre de l'association par l'intermédiaire de notre filiale Athelia.
ICROA	Par l'intermédiaire de notre filiale Athelia, Mirova est membre de l'International Carbon Reduction and Offset Alliance (ICROA), une organisation à but non lucratif composée des principaux fournisseurs sur le marché volontaire du carbone qui participent à la réduction et à la compensation des émissions de carbone.
Plateforme "Insetting"	Une plateforme qui rassemble des entreprises qui partagent une approche visant à équilibrer l'entreprise avec son écosystème par des programmes environnementaux, la transparence, une méthodologie rigoureuse et le partage d'information. Mirova est membre de la plateforme à travers de notre filiale Athelia.

Source : Mirova, 2018



5. Actions spécifiques menées en 2018

En 2018, Mirova a poursuivi ses efforts pour contribuer aux réflexions des régulateurs et des acteurs du marché pour la mise en place d'outils et de cadres appropriés pour le développement d'une finance durable, avec des contributions spécifiques aux niveaux européen et français.



Rapport Canfin-Zaouati pour la création de France Transition

En juillet 2018, Philippe Zaouati, Directeur Général de Mirova et Président de Finance for Tomorrow, et Pascal Canfin, Directeur Exécutif France du WWF, ont été chargés de produire un rapport pour le ministre français de l'Économie Bruno Lemaire et pour le ministre français de l'Environnement Nicolas Hulot (plus tard François de Rugy). L'objectif était d'explorer la possibilité de développer en France des instruments financiers dérivants (garanties, fonds propres, quasi-fonds propres) qui permettent aux financements publics de favoriser les investissements privés et le financement du développement durable.

Le rapport a été rédigé par deux rapporteurs, Laurene Chenevat, responsable du plaidoyer de Mirova, et Guilain Cals, économiste à l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), sous la direction de Philippe Zaouati et Pascal Canfin. Il a été officiellement présenté aux ministres et à deux secrétaires d'État en décembre. Le rapport soutient l'élaboration d'un « Plan Juncker vert » pour la France avec un budget dédié (français et européen si possible) et le renforcement de la collaboration de plusieurs institutions de financement public sous une marque et une initiative communes nommées « France Transition ». La proposition est actuellement examinée par les ministères concernés afin d'examiner les modalités de sa mise en œuvre. Le rapport est accessible au public sur les sites internet de Finance for Tomorrow et du WWF France.



Plan d'action de la Commission européenne pour le financement d'une croissance durable

En décembre 2016, la Commission européenne a annoncé la composition d'un groupe d'experts de haut niveau sur la finance durable (HLEG), qui a travaillé pendant un an sur des recommandations à destination de la Commission européenne pour la mise en œuvre d'une stratégie complète de finance durable. Le groupe était composé de 20 leaders issus de la société civile, du secteur financier et milieux universitaires. Le directeur général de Mirova, Philippe Zaouati, a été choisi pour être l'un des experts, confirmant le rôle moteur de Mirova dans la finance durable. Les recommandations du groupe ont été publiées en janvier 2018 et ont fortement inspiré le plan d'action de la Commission européenne sur le financement de la croissance durable publié en mars 2018. Mirova a activement soutenu cette initiative et a suivi de près sa mise en œuvre par les régulateurs de l'UE. Mirova a notamment été de nouveau sélectionnée, par l'intermédiaire de son expert Manuel Coeslier, gestionnaire de portefeuille, pour contribuer au groupe d'experts techniques (TEG) de la Commission européenne sur la finance durable, afin de contribuer à définir les caractéristiques des indices de référence à faible intensité carbone. Plusieurs questions ont fait l'objet d'un examen attentif, en particulier afin de garantir que le plan d'action de l'UE n'empêche pas uniquement le « greenwashing », mais exige également que le secteur financier dans son ensemble change et soit plus transparent, et que les normes et les outils élaborés soient utilisables par les gestionnaires d'actifs et les investisseurs.

Prochaines étapes : Mirova continuera de suivre les négociations sur le dispositif financier durable de l'UE, afin de garantir qu'il soit exigeant en termes d'impact durable et facile d'utilisation par les acteurs du marché financier.



Présidence de Finance for Tomorrow (Paris Europlace)

Paris Europlace, organisation chargée de promouvoir et développer la Place financière de Paris, a publié en novembre 2016 l'Initiative Finance Verte et Durable de la Place de Paris, un rapport réalisé en partenariat avec Mirova. Ce rapport présente l'importance de la Place financière de Paris en matière de finance durable, et les actions qui peuvent être mises en place pour renforcer cette position. Les 15 recommandations du rapport ont donné naissance à la création de Finance for Tomorrow, l'initiative de Paris pour la finance durable. Depuis sa création, l'initiative est présidée par Philippe Zaouati, Directeur général de Mirova.

En 2018, l'initiative a organisé son événement annuel, le Climate Finance Day, et s'est efforcée de différencier le marché parisien, de renforcer les synergies entre les acteurs de la finance durable, d'organiser l'influence européenne et internationale de Paris en tant que centre financier vert et durable. L'initiative compte désormais 9 groupes de travail concrets et ambitieux, dont une Commission permanente sur les politiques codirigée par Mirova, qui aide au développement du dialogue public-privé sur la finance durable.

Pour en savoir plus : www.financefortomorrow.com



Le « PACTE »

Mirova a activement recommandé d'inclure davantage de propositions sur la « finance verte » dans le cadre du « PACTE » (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) rédigé en 2018. L'objectif était de renforcer l'offre de produits ISR, verts, et solidaires dans les contrats d'assurance vie, notamment à travers des produits labellisés. La France a la chance d'avoir plusieurs labels (ISR, TEEC ou vert) qui peuvent être utilisés pour affecter des investissements à des produits responsables ou durables, garantissant ainsi un certain niveau de qualité.

6. Soutien à la recherche universitaire

Conformément à notre objectif de promouvoir la finance durable et de nouveaux modes de gouvernance des entreprises, Mirova soutient différentes initiatives de recherche.

SOUTIEN A DEUX CHAIRES UNIVERSITAIRES

Mirova apporte ainsi son soutien à deux chaires universitaires :

- La **chaire Énergie et Prospérité**, créée en 2015 pour éclairer les décisions des acteurs publics et privés dans le pilotage de la transition énergétique. Les travaux de recherche portent sur les effets de la transition énergétique sur l'économie, sur les secteurs d'activité et sur les questions de financement connexes. Hébergée par la Fondation du Risque, la chaire bénéficie du soutien de l'ADEME, d'Air Liquide, de l'Agence Française de Développement, de la Caisse des Dépôts, de Mirova, de Schneider Electric et de la SNCF.
- La Chaire **Théorie de l'entreprise** - Modèles de gouvernance & Création collective - dirigée par Blanche Segrestin au Centre de Gestion Scientifique de Mines ParisTech. Les travaux de recherche de la chaire portent essentiellement sur une conception de l'entreprise comme création collective et le renouvellement de modèles et de mécanismes de gouvernance équitables et solidaires. Mirova est associée aux articles de recherche publiés par les étudiants de la chaire sur les sujets de gouvernance.

Ces travaux ont déjà donné lieu à des publications telles que :

- Refonder l'entreprise (B. Segrestin et A. Hatchuel, 2012) qui a reçu plusieurs prix, dont le Prix Syntec pour le meilleur ouvrage de recherche appliquée en management en 2013,
- L'entreprise, point aveugle du savoir (B. Segrestin, B. Roger et S. Vernac),
- La Société à Objet Social Étendu, un nouveau statut pour l'entreprise (B. Segrestin, K. Levillain, S. Vernac, A. Hatchuel, 2015).

Depuis octobre 2015, la chaire s'est dotée d'un nouveau champ de recherche portant sur l'engagement actionnarial.

PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ YALE

En 2018, Mirova a établi un partenariat avec l'Université Yale dans le domaine de la finance durable. Cette initiative a pour objectif de réunir les écoles de droit, commerce et environnement, et de fournir aux investisseurs et aux entreprises une carte des « points chauds » environnementaux pour une meilleure évaluation environnementale, en mettant l'accent sur la qualité des données.

Trois projets différents ont déjà été identifiés :

- Mesurer l'impact environnemental et social des entreprises et des investissements à l'échelle locale. Ce projet comprend un modèle d'entrées/sorties d'informations et un rapport sur les ressources disponibles pour cartographier les impacts des entreprises. La méthodologie est tirée de l'Évaluation sur le cycle de vie de l'impact social du produit (PSILCA) et est appliquée à l'impact environnemental. L'objectif est d'aider les entreprises dans leur contrôle préalable et les investisseurs dans leur engagement.
- Recherche sur les applications de l'apprentissage automatique et du « traitement du langage naturel » dans l'analyse ESG.
Un projet, en collaboration avec l'OCDE pour définir des critères pour un indice qui calculera dans quelle mesure les investissements en fonds propres s'alignent sur les ODD et examiner différents pays et secteurs d'investissement.

Annexe

1. Processus de l'engagement individuel

Les actions d'engagement conduites par les équipes de Mirova sont menées sur les valeurs du périmètre « core » et pour le compte des clients de Mirova ayant choisi de participer à la stratégie d'engagement. Elles s'appuient sur les évaluations ESG des émetteurs ou des projets et sur l'analyse des résolutions réalisée par l'équipe de recherche en investissement responsable de Mirova.

Le processus d'engagement déployé dans le cadre de l'analyse ESG des entreprises se déroule en 2 phases distinctes : évaluation ESG et dialogue. L'exercice des droits de vote se déroule en 3 phases : communication de la politique de vote, dialogue et analyse des résolutions. Mirova a également élaboré des processus d'engagement spécifiques sur les obligations environnementales et sociales, ainsi que sur les infrastructures.

Moyens d'engagement privilégiés

Le dialogue direct est le moyen d'engagement privilégié par Mirova dans le cadre de l'engagement continu. Il est accompagné de courriers et de courriels adressés aux différents interlocuteurs de l'entreprise les informant des axes d'amélioration possibles et des actions attendues pour améliorer ses pratiques ESG.

PROCESSUS DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION ESG DES ENTREPRISES

Phase 1 : Évaluation des pratiques ESG

Les équipes de recherche de Mirova réalisent tout au long de l'année un suivi régulier de la qualité des pratiques ESG des sociétés « core » en se basant sur diverses sources d'informations :

- Données publiquement disponibles (rapports annuels sur le développement durable des sociétés, recherche universitaire, rapports des Nations Unies, suivi des actualités, etc.)
- Échanges réguliers avec différentes parties prenantes (entreprises, syndicats, ONG, communauté scientifique, notamment via le partenariat avec l'université de Cambridge), et
- Recherche externe (courtiers financiers et extra-financiers, agences de notation extra-financières, mandataires).

Ce suivi permet d'actualiser notre opinion ESG des entreprises, d'enrichir l'analyse des résolutions avant l'exercice des droits de vote et d'identifier les pistes d'amélioration des pratiques au regard des meilleurs standards et des évolutions réglementaires fréquentes.

Phase 2 : Dialogue

Dans le cadre du processus d'évaluation des pratiques ESG, les équipes de recherche de Mirova prennent contact avec les entreprises en vue de mieux appréhender les risques auxquels elles sont exposées ainsi que les opportunités liées aux enjeux de développement durable, et de les engager sur leur politique RSE et la qualité de leurs pratiques de gouvernance.

À l'issue de ces échanges et de la finalisation de l'évaluation RSE, les analystes envoient un courrier à l'entreprise mettant en lumière les principales pistes d'amélioration identifiées.

Les analystes entretiennent par ailleurs un contact permanent avec ces entreprises, rencontrent régulièrement les différents interlocuteurs concernés afin de suivre les évolutions

et leur rappeler nos attentes en matière de bonnes pratiques. Ces échanges peuvent devenir publics si des pratiques importantes se révèlent insuffisantes.

Grâce à ce suivi continu, les équipes de Mirova sont à même d'anticiper les risques futurs et d'identifier les situations « complexes » nécessitant une activité d'engagement ciblée. Les évaluations ESG peuvent être affectées positivement ou négativement par les résultats de ces processus d'engagement.

DEMARCHE D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Pour les principales positions de Mirova et de ses clients, un processus d'engagement spécifique est mis en œuvre en amont des assemblées générales afin d'encourager les entreprises à faire évoluer leurs pratiques. C'est également l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre des axes d'amélioration identifiés au cours du dialogue mené en dehors de la campagne de vote, et de suivre l'évolution des pratiques des sociétés.

Le processus d'engagement se déroule en 3 phases :

Phase 1 : Diffusion de la politique de vote

En amont de la campagne de vote, Mirova adresse sa politique de vote à l'ensemble des sociétés de l'univers « core », composée de ses principales positions et de celles de ses clients afin de les informer des principes de vote et d'anticiper le dialogue sur les sujets qui seront soumis à l'assemblée générale.

Phase 2 : Dialogue

Préalablement à l'exercice du vote, le pôle « Vote et Gouvernance » de Mirova analyse les résolutions et identifie les sujets d'engagement pour chacune des sociétés en s'appuyant sur diverses sources d'informations : les informations publiées par les entreprises, les analyses des agences de conseil en vote et de notation, ainsi que les analyses des courtiers et des équipes de recherche extra-financière.

À l'initiative du pôle « Vote et Engagement » ou à la demande de la société, un dialogue est établi sur les enjeux clés de gouvernance identifiés par Mirova, ainsi que les enjeux environnementaux et sociaux identifiés lors de l'évaluation ESG.

Ce dialogue se traduit par des réunions physiques ou téléphoniques et des échanges de courriels qui permettent au pôle « Vote et Gouvernance » d'échanger avec des interlocuteurs variés, des responsables Relations Investisseurs aux présidents de conseil, en passant par des responsables juridiques et de gouvernance.

Phase 3 : Analyse des résolutions

À l'issue du processus de dialogue, les équipes de recherche émettent une recommandation en fonction du niveau d'atteinte des objectifs de l'engagement.

- Si les objectifs de l'engagement ont été atteints, une recommandation de vote positive sera émise et le processus d'engagement prend fin.
- Si les objectifs n'ont été que partiellement atteints, une recommandation de vote positive sera émise et le processus d'engagement se poursuivra après l'assemblée générale.
- En cas d'échec du processus d'engagement, une recommandation de vote négative sera formulée accompagnée d'objectifs pour un engagement plus poussé.

Pour les clients ayant délégué l'exercice de leurs droits de vote à Mirova, les équipes établiront les recommandations et les règles d'engagement conformément aux règles de vote définies préalablement avec le client.

Pour les clients ayant confié l'exécution de leur politique de vote et politique d'engagement gouvernance à un prestataire de conseil en vote (« agence de conseil en vote »), les équipes de Mirova communiqueront les résultats du dialogue et leurs recommandations de vote, qui peuvent aider les clients dans leur vote.

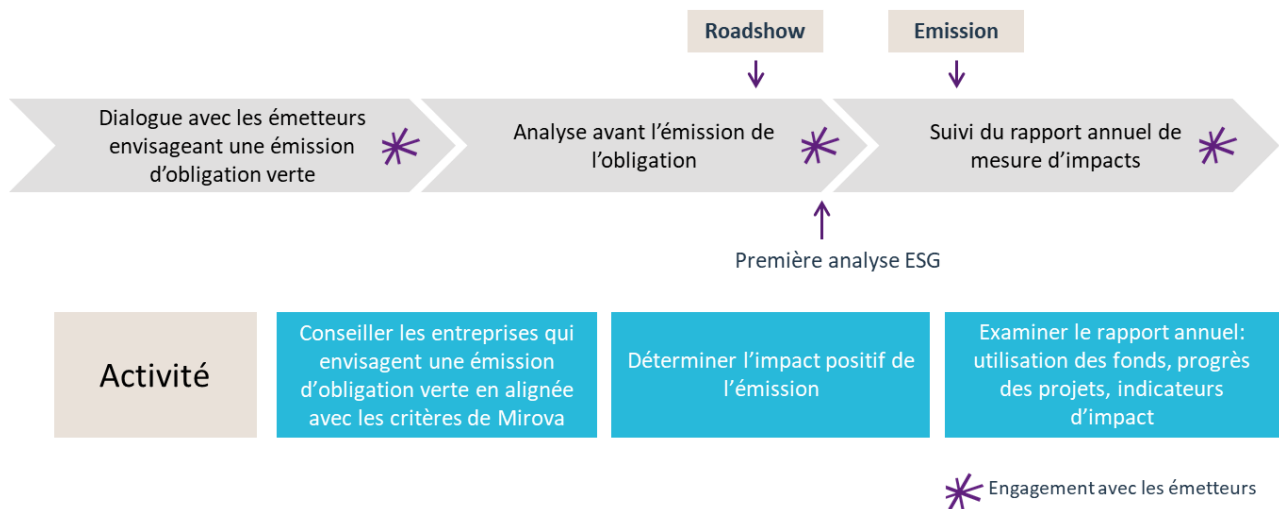
En fin de processus, les analystes informent les entreprises du vote de Mirova, en précisant quelles mesures prises ou annoncées par l'entreprise ont été jugées satisfaisantes, et fournissent une liste des points clés à améliorer.

PROCESSUS DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Afin de contribuer à mieux structurer ce marché encore jeune, les équipes de Mirova s'attachent à engager un dialogue soutenu avec les émetteurs actuels et potentiels d'obligations vertes et sociales.

Nous menons nos actions d'engagement en trois phases.

Figure 23 : Étapes des actions d'engagement



Source : Mirova, 2018

Phase 1 : Engagement auprès d'entreprises qui envisagent d'émettre des obligations durables

Mirova participe régulièrement à des conférences et à des rencontres visant à engager le dialogue avec des émetteurs n'ayant pas encore émis d'obligations vertes ou sociales, afin de les encourager dans cette voie. Pour les émetteurs qui ont un projet d'émissions à moyen terme, Mirova incite les potentiels émetteurs à être aux meilleurs standards en termes de clarté de l'utilisation des fonds et de transparence.

Phase 2 : Engagement avant/au moment de l'émission

Toutes les émissions d'obligations environnementales et sociales dans lesquelles Mirova envisage d'investir sont analysées par les équipes de recherche. Dans le cadre du processus d'évaluation, les équipes de recherche de Mirova sont en contact avec les émetteurs pour mieux appréhender les risques auxquels ils sont exposés ainsi que les opportunités que présente l'émission de leur obligation. Il s'agit également d'un moment important au cours duquel Mirova peut inciter l'émetteur à améliorer la qualité environnementale et sociale de l'obligation, notamment en matière de reporting sur la transparence et l'impact.

Phase 3 : Engagement au moment du reporting annuel

La transparence étant un élément particulièrement important pour assurer l'intégrité des obligations environnementales et sociales, les équipes de Mirova examinent systématiquement les rapports annuels des obligations de son portefeuille.

Les évaluations ESG peuvent être influencées par les résultats de cette activité d'engagement à la suite d'échanges avec l'émetteur et d'un examen des rapports.

2. Processus de l'engagement collaboratif

PRINCIPES

L'engagement collaboratif cherche à faire évoluer de façon mesurable les entreprises sur une problématique ESG précise. Les principales caractéristiques de cette approche sont les suivantes :

Spécifique

L'engagement cible une problématique ESG importante liée au développement durable ou aux questions de gouvernance auxquelles l'entreprise est exposée en raison de son appartenance sectorielle, de son implantation géographique ou de ses pratiques.

Mesurable

Les actions d'engagement bien définies sont associées à des objectifs prédéterminés et mesurables. Les critères d'évaluation sont définis avant la mise en œuvre du plan d'action.

Réalisable

L'activité d'engagement encourage les entreprises à atteindre des objectifs réalistes sur une période donnée.

Lorsque les thématiques d'engagement correspondent à ses priorités en matière de développement durable, Mirova s'associe aux comités de pilotages d'initiatives menées par les PRI ou aux courriers d'engagement et aux déclarations ouvertes à la signature par d'autres investisseurs.

La plateforme d'engagement

La plateforme d'engagement est composée des experts de Mirova et des représentants de ses clients. Elle est coordonnée par l'équipe de Recherche en Investissement Responsable de Mirova.

Rôle et missions :

La plateforme d'engagement assure le pilotage et le suivi de l'avancement de la stratégie d'engagement décidée par les institutions qui y sont représentées. Elle propose les mesures à prendre en cas d'échec de la stratégie d'engagement.

Modalité de fonctionnement :

La plateforme d'engagement se réunit une à deux fois par an pour définir la stratégie d'engagement et établir le bilan des actions d'engagement. Des réunions ad hoc peuvent toutefois se tenir tout au long de l'année en cas d'actualité importante appelant à la mise en place d'une action d'engagement.

PROCESSUS

La démarche d'engagement collaboratif de la plateforme se déroule en trois phases distinctes : planification, dialogue et bilan.

Phase 1 : Planification

La phase de planification consiste à définir le périmètre et les actions d'engagement qui seront mis en œuvre sur un cycle d'engagement défini selon la politique d'engagement définie.

Ces travaux préliminaires sont présentés à la plateforme d'engagement qui arrête :

- Le sujet, les objectifs et les moyens de l'engagement. Ces objectifs sont en nombre limité afin qu'ils puissent être suivis et qu'ils demeurent réalisables.
- La liste des valeurs retenues pour l'engagement ;
- Le plan d'action ;
- Les moyens de mesure des résultats de l'engagement.

Les membres de la plateforme peuvent décider de s'associer à tout ou partie des actions d'engagement définies en fonction de leur connaissance du sujet et de leurs priorités.

Phase 2 : Dialogue

Au stade initial de l'engagement, les équipes de Mirova sollicitent par écrit au nom des investisseurs ayant accepté de se joindre à l'initiative, une réunion avec les équipes opérationnelles ou les membres du conseil d'administration pour échanger sur le sujet d'engagement identifié. Les équipes de Mirova entament ensuite un dialogue auquel les représentants des clients participent s'ils le souhaitent. Il peut prendre la forme de réunions physiques, de conférences téléphoniques ou de courriers.

À l'issue du processus de dialogue, les équipes de Mirova adressent un courrier à l'entreprise avec des commentaires sur le dialogue, notamment une liste des améliorations attendues. Elles suivent ensuite l'évolution des pratiques des entreprises. Si nécessaire, de nouveaux échanges sur l'évolution des pratiques peuvent être établis.

Phase 3 : Bilan

À l'issue du cycle d'engagement, un bilan des actions menées et des résultats obtenus est dressé. Plusieurs options sont possibles :

- **Les objectifs de l'engagement ont été atteints** → La valeur sort du périmètre d'engagement de la plateforme.
- **Les objectifs n'ont été que partiellement atteints** → Revue du processus d'engagement en comité afin de décider de la reconduite du cycle d'engagement. La reconduite du cycle d'engagement passe notamment par la mise en place d'autres voies d'engagement, via des déclarations d'investisseurs, adhésion à des initiatives de place pour influencer les pratiques du secteur, etc.
- **Les objectifs de l'engagement n'ont pas été atteints** → Des recommandations sont formulées à l'attention des investisseurs ayant participé. Chaque investisseur est alors libre de décider comment utiliser cette information.

MOYENS D'ENGAGEMENT PRIVILEGIÉS :

Les modalités d'engagement utilisées via la plateforme sont :

- La préparation de synthèses et d'état des lieux liés aux questions étudiées,
- L'établissement d'un dialogue continu, avec parfois l'envoi de lettres d'engagement par les investisseurs aux entreprises au sujet de leurs pratiques et leur transparence,
- La mise en œuvre d'un dialogue avec les régulateurs (législateurs, associations professionnelles, etc.),
- La publication de déclarations d'investisseurs à l'attention des entreprises et des régulateurs (publics ou organisations professionnelles), et
- La participation directe de Mirova pour le compte de la plateforme à des initiatives ou au sein d'associations professionnelles visant à améliorer les pratiques des entreprises.

Mentions Légales

Ces informations sont destinées exclusivement à une clientèle de professionnels au sens de la directive MIF. Si tel n'est pas le cas et si vous receviez ce document et/ou toute pièce jointe par erreur, merci de le(s) détruire et de le signaler immédiatement à Mirova.

Les produits ou services visés ne prennent en compte aucun objectif d'investissement, situation financière ou besoin spécifique du destinataire en particulier. Mirova ne saurait être tenue pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ce document et n'assume aucune prestation de conseil, notamment en matière de services d'investissement.

Ce document est non contractuel et à caractère purement informatif. Il est strictement confidentiel et les informations qu'il contient sont la propriété de Mirova. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable et écrit de Mirova. De même, toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'accord préalable et écrit de Mirova. La distribution, possession ou la remise de ce document dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Il est demandé aux personnes recevant ce document de s'informer sur l'existence de telles limitations ou interdictions et de s'y conformer.

L'information contenue dans ce document est fondée sur les circonstances, intentions et orientations actuelles et peuvent être amenées à être modifiées. Mirova ne porte aucune responsabilité concernant les descriptions et résumés figurant dans ce document. Mirova ne s'engage en aucune manière à garantir la validité, l'exactitude, la pérennité ou l'exhaustivité de l'information mentionnée ou induite dans ce document. Aussi, Mirova n'assume aucune responsabilité pour toutes les informations, quelle qu'en soit la forme, contenues, mentionnées ou induites, dans ce document ou en cas d'éventuelles omissions. Toutes les informations financières notamment sur les prix, marges ou rentabilités sont indicatives et sont susceptibles d'évolution à tout moment, notamment en fonction des conditions de marché. Mirova se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment sans préavis. Plus généralement, Mirova, ses sociétés mères, ses filiales, ses actionnaires de référence, les fonds qu'elle gère ainsi que leurs directeurs, administrateurs, associés, agents, représentants, salariés ou conseils respectifs rejettent toute responsabilité à l'égard des lecteurs de ce document ou de leurs conseils concernant les caractéristiques de ces informations. Par ailleurs, la remise de ce document n'entraîne en aucune manière une obligation implicite de quiconque de mise à jour des informations qui y figurent.

Notes additionnelles

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information aux prestataires de services d'investissement ou aux autres Clients Professionnels ou Investisseurs Qualifiés et, lorsque la réglementation locale l'exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Le présent document ne peut pas être utilisé auprès des clients nonprofessionnels. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d'investissement de s'assurer que l'offre ou la vente de titres de fonds d'investissement ou de services d'investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

En France : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers International - Société de gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 90-009, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 329 450 738. Siège social : 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

Au Luxembourg et en Belgique : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A. – Société de gestion luxembourgeoise agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, société anonyme immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B115843. 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

En Suisse : Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers, Switzerland Sàrl, Rue du Vieux Collège 10, 1204 Genève, Suisse ou son bureau de représentation à Zurich, Schweizergasse 6, 8001 Zürich.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Investment Managers, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Investment Managers mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu'elles proposent et les produits qu'elles gèrent ne s'adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que Natixis Investment Managers considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, y compris celles des tierces parties, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement,

une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.

Tous les montants indiqués sont exprimés en USD, sauf indication contraire.

MIROVA

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme
RCS Paris n°394 648 216 - Agrément AMF n° GP 02-014
59, Avenue Pierre Mendès France – 75013 - Paris
Mirova est un affilié de Natixis Investment Managers.

Natixis Investment Managers

Société anonyme
RCS Paris 453 952 681
43, Avenue Pierre Mendès France – 75013 – Paris
Natixis Investment Managers est une filiale de Natixis.

Natixis Investment Managers International, S.A.

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme
RCS Paris 329450738 Agrément AMF n° GP 90-009
43, Avenue Pierre Mendès France – 75013 – Paris

Mirova U.S., LLC

888 Boylston Street, Boston, MA 02199. Tel : 212-632-2800
Mirova US est une filiale implantée aux États-Unis, détenue par Mirova.
Mirova US et Mirova ont conclu un accord selon lequel Mirova fournit à Mirova US son expertise en matière d'investissement et de recherche.
Mirova US combine sa propre expertise et celle de Mirova lorsqu'elle fournit des conseils à ses clients.